N° 15. — Mars 1926 Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE
96, quai Jemmapes — PARIS-X[e]
Chèque Postal :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 15 (*Mars 1926*)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

II[e] arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

III[e] arrondissement :
Kiosque angle square du Temple, face Maison Commune, rue de Bretagne.

V[e] arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, 32, coin rue des Ecoles.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulevard Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VI[e] arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince,
Kiosque boulevard Saint-Germain, 115, angle rue Danton.

X[e] arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République angle rue du Temple.
Kiosque place de la République, angle faubourg du Temple.

XI[e] arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIII[e] arrondissement :
Librairie de la Poste, angle rue Coypel et avenue des Gobelins.

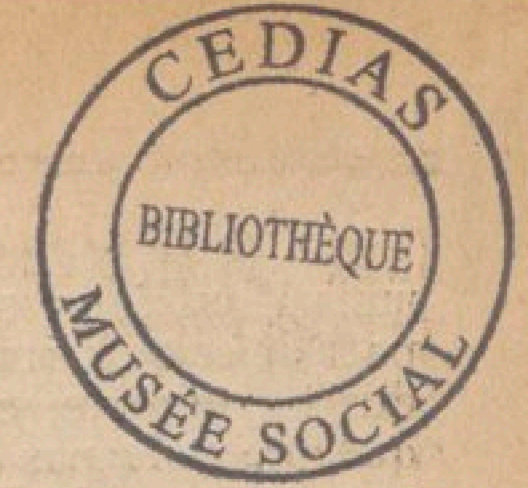
XV[e] arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIII[e] arrondissement :
Souchard, journaux, 95, rue du Poteau.

PROVINCE

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Librairie de l'Union des Syndicats, 2, r. Drouin.
NICE. — Groupe d'études sociales, Café des Tramways, place Garibaldi.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.
A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.
Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous ; il faut aller à lui.



L'ANGLETERRE AU CARREFOUR

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Le déclin économique de l'Angleterre est un fait considérable qui a déjà provoqué beaucoup d'études et de discussions. Il est examiné à nouveau par R.-W Postgate, président de la Plebs League, *dans un article publié par un journal américain et dont nous donnons ici la traduction. L'intérêt spécial de cet article consiste en ce qu'il montre qu'au plan des banquiers prenant volontiers leur parti du déclin économique, le Labour Party oppose un plan, modéré en sa forme et par certaines de ses dispositions, mais ouvrier et socialiste par l'œuvre de reconstruction qu'il propose.*

Le jeudi 30 juillet de l'année dernière, une conversation eut lieu dans un bureau de Whitehall (1), qui mérite de devenir historique. La réunion était privée mais je puis garantir l'exactitude de mon récit.

Il y avait, d'une part, M. Baldwin, le premier ministre, et deux ou trois autres membres du cabinet; de l'autre, A. Swales, président du Conseil général des Trade-Unions, et un certain nombre de ses collègues, secrétaires d'organisations syndicales, hommes plutôt sérieux et posés — non des agitateurs émotifs ou des sans-travail faméliques. Les propriétaires de mines avaient décidé de réduire les salaires des mineurs; le Conseil général des Trade-Unions s'était efforcé de remplir le rôle de médiateur en même temps qu'il marquait sa sympathie pour les mineurs. Ses représentants étaient là, ce jeudi 30 juillet, pour entendre la parole finale du cabinet.

En fait, le discours de M. Baldwin fut un défi. Il informa les représentants du mouvement syndical tout entier que rien ne serait fait pour les mineurs. Le cabinet avait décidément refusé d'accorder les subsides permettant de surmonter la crise minière. Comme on avait déjà parlé de grève de solidarité, il considéra que c'était son devoir de dire :

« *Je pense que je dois ajouter que le cabinet a décidé, au cas où quelque tentative serait faite de paralyser les services publics essentiels, d'user de tous les moyens dont il dispose pour en assurer le fonctionnement et pour protéger le public.* »

C'était une menace de briser la grève, ainsi que d'autres ministres en avaient déjà usé dans des circonstances analogues et elle avait toujours réussi.

Il y eut un court silence, puis Swales répondit :

« *Je suis heureux que vous ayez ainsi parlé, monsieur le Premier, parce que ceci me permet de vous répondre que le Conseil général a décidé d'user de tous les moyens dont il dispose pour aider et défendre les mineurs.* »

Ces paroles extraordinaires et même, pour certains, arrogantes, étaient suivies le soir même d'arrangements interdisant, au nom de l'organisation syndicale centrale et des Unions directement intéressées, tout transport et manipulation du charbon durant un lock-out, afin que les stocks, soigneusement accumulés par les propriétaires, deviennent inutiles.

En vingt-quatre heures, le gouvernement s'adaptait à la situation. Il renversa sa décision et accorda un subside pour neuf mois afin de maintenir en activité l'industrie minière.

L'échéance de mai.

Le premier conflit brusqué entre la classe ouvrière et le gouvernement de ce pays se termina donc par la victoire des ouvriers. La bataille fut ajournée à neuf mois et depuis lors chacun se demande ce qui se passera en mai, quand le subside cessera.

Y aura-t-il un conflit ? Qui l'emportera ?

Le colonel Lane Fox, ministre des Mines, espère en la conciliation. Sir William Joynson Hicks, ministre de l'Intérieur, et A.-J. Cook, secrétaire de la Fédération des mineurs, ne doutent guère que le conflit soit inévitable.

Un corps de briseurs de grève, appelé l'O. M. S., a été formé, avec l'approbation du gouvernement; les « fascistes britanniques » ont été stimulés, une circulaire a été envoyée aux municipalités leur enjoignant de se préparer en vue d'un gigantesque conflit — et pour la revanche — en mai.

Du côté ouvrier, on a échoué jusqu'ici à réaliser l'alliance proposée des Fédérations principales, mais les pouvoirs et l'autorité du Conseil général ont notablement grandi.

Tandis que les deux antagonistes s'attendent et se préparent à un conflit dont l'issue est inconnue, la scène a été occupée par une Commission d'enquête sur l'industrie houillère, dont les travaux ont révélé la gravité extraordinaire de la condition présente de l'Angleterre — mal dont la bataille qui s'annonce n'est qu'un symptôme.

Les propriétaires ont déposé devant la Commission sur un ton tout à fait provocant,

(1) Whitehall est, à Londres, le quartier des ministères.

mais il est impossible de nier qu'une grande part de ce qu'ils ont dit est vrai. En bref, l'industrie minière, clef de l'économie britannique, ne paie pas et elle ne peut plus payer par les méthodes capitalistes ordinaires. Après que les diverses redevances dues au possesseur du sol ont été payées, il n'y a qu'un pourcentage relativement faible de mines qui sont solvables. Les marchés se sont rétrécis : les mines les plus pauvres ont dû fermer et cent mille hommes au moins ont été remerciés. M. Evan Williams, parlant pour les propriétaires, demanda que les salaires des mineurs soient réduits, la journée de travail augmentée d'une heure et que les accords locaux soient substitués aux accords nationaux. Même après cela, affirma-t-il, l'industrie travaillera à perte.

L'industrie minière au point mort.

De plus, il n'y a aucune raison de croire qu'il y ait un moyen quelconque de remédier à cette situation. Dans les tables de production, on compare souvent les chiffres de 1925 avec ceux de 1913. Comme cette dernière fut une année exceptionnelle et que la comparaison se trouve ainsi partiellement faussée, nous prendrons, comme terme de comparaison, la moyenne de 1906 à 1910. Nous avons ainsi le tableau suivant, pour les exportations de charbon britannique, exprimées en millions de tonnes :

	1906-1910 (moyenne)	1925
France	10,1	10,2
Belgique et Hollande	4,2	4,0
Allemagne	9,2	4,2
Scandinavie	8,5	7,2
Italie	8,5	6,8
Egypte	2,6	2,0
Brésil et Argentine	3,8	3,7
Autres pays	14,5	12,7
Total	61,4	50,8

Ces chiffres, analysés par l'expert financier du *Lansbury's Labour Weekly*, montrent que ces exportations étaient pratiquement normales l'an dernier pour la France, les Pays-Bas et l'Amérique du Sud. Les conditions d'avant guerre ont été ici restaurées. Les grandes diminutions portent sur : l'Allemagne (cinq millions de tonnes) ; l'Italie (1.700.000 tonnes) ; la Scandinavie (1.300.000 tonnes). Ces diminutions sont dues, dans les deux derniers cas, à l'utilisation de la houille blanche et, dans le premier, à une exploitation plus scientifique des ressources houillères de l'Allemagne. Ce sont là des faits permanents et cela signifie, pour autant qu'on puisse prévoir, que ces marchés, dans leur état d'avant guerre, ne se retrouveront plus. Il est au contraire vraisemblable que, par suite du développement de la houille blanche et de l'emploi du pétrole, d'autres marchés seront partiellement perdus. L'industrie britannique fondamentale en est venue au point mort.

Le déclin de l'industrie anglaise.

Des remarques analogues s'appliquent à d'autres industries britanniques essentielles. Le fer, l'acier, la mécanique ont été, depuis six ans, « déprimés .» L'entreprise la plus célèbre, Vickers, vient de réduire son capital des deux tiers. En agissant ainsi, elle n'a fait que consacrer un fait accompli. Les principales industries textiles (coton et laine) ne travaillent, depuis 1921, qu'à journées réduites. Et quand on a mentionné le charbon, le fer et l'acier, la mécanique et le textile, on a couvert la plus grande part du champ de l'industrie britannique. Pas lieu de s'étonner, par conséquent, qu'un million et quart de chômeurs soient acceptés maintenant comme un fait permanent de notre vie nationale.

Permettez-moi de citer encore quelques chiffres ayant trait à la production dans les onze premiers mois des années 1913 et 1925 (*Labour Research Dept.; Circular* 1. 1. 26) :

Production en millions de tonnes		1913	1925
Charbon		263	232
Fonte de fer		9.405	5.733
Acier, lingots et fonte		7.029	6.785
Minerai de fer, importations	(1.000 t.)	6.905	4.009
Fer et acier, exportation	—	4.603	3.390
Objets manufacturés, export.	—	636	468
Objets manufacturés, import.	—	92	67
Textile, importations :			
Coton brut	(millions de livres)	1.835	1.604
Laine brute	—	735	643
Textile, exportations :			
Coton filé	—	193	172

Voici un monotone record de ruine. Voici les symptômes d'une industrie décadente. De même, exactement, qu'entre 1800 et 1840 une Angleterre rurale fit place à une Angleterre industrielle, cette Angleterre industrielle touche aujourd'hui à sa fin et va céder la place. A quoi ? Nous ne savons pas. Nous savons seulement qu'une époque s'achève.

L'âge de la concurrence industrielle s'effaça d'abord devant les trusts, les grands monopoles et les semi-monopoles. Le meilleur aménagement des usines entraîna un accroissement du chômage, en raison de la réduction de la main-d'œuvre indispensable. De plus, ces industries, après avoir inondé de produits les pays importateurs, en firent des rivaux sur le marché. Le capital britannique, en finançant largement, dans le passé, le développement de l'Amérique, et celui de l'Inde et de la Chine aujourd'hui, contribua à transformer ces marchés en producteurs rivaux qui ne sont plus désormais d'aucune utilité pour Manchester et Birmingham.

Deux plans s'opposent.

A la misère générale et à la dépression des marchés britanniques, il y a deux grandes exceptions — laissant de côté les banques et la pure finance. Deux catégories d'entreprises marchent parfaitement bien. On peut, en gros, les classer ainsi : les produits de luxe et les placements étrangers. La mécanique, par exemple, est dans une situation très mauvaise, mais la branche de l'automobile consacrée à la fabrication des voitures de plaisir, non aux camions industriels, jouit d'une prospérité exceptionnelle. L'*Imperial Tobacco* (le grand trust du tabac) vient de déclarer un dividende de 24 %. Pourtant ses actions ont baissé car on espérait même davantage. Les actions de caoutchouc et de thé ont atteint des hauteurs fabuleuses. En même temps, le rapport des banques enregistre une prospérité sans exemple.

La place me manque pour illustrer ceci par des chiffres mais il est nécessaire d'examiner les déductions tirées par M. F.-C. Goodenough en présentant ce mois-ci (janvier) le rapport de la banque Barclay. Cette banque est une des « grandes cinq » qui contrôlent l'ensemble du marché britannique et le discours de M. Goodenough exprime exactement la politique des banquiers, à laquelle nul n'a été assez puissant jusqu'à présent pour résister. Il déclara que c'était le devoir des capitalistes qui ont de l'argent à placer de restreindre leurs placements en Angleterre. « Dépenser prudemment en Angleterre », telle fut la formule qu'il employa. Leur attention devait plutôt se porter sur les ouvertures étrangères séduisantes et l'argent devait être placé dans le monde entier. L'Angleterre doit stimuler la production mondiale : elle doit devenir une nation de prêteurs d'argent.

En termes plus crus, ceci signifie : que les industries britanniques poursuivent leur lent déclin. Les ouvriers peuvent choisir le destin qu'il leur plaît. Quant à la classe capitaliste britannique, elle doit placer son argent dans toutes sortes de pays pour favoriser leur développement. Ces îles, dont l'activité dans le passé n'a pas été absolument méprisable, deviendraient graduellement une sorte de parc ou de lieu de plaisir pour une classe nombreuse de rentiers et d'actionnaires, prélevant des dividendes comme Carthage prélevait un tribut sur les pays moins développés. Ce moderne Amilcar ne dit pas combien de temps il pense que les Numides et les Espagnols resteront soumis.

Ce plan est logique, il est susceptible de réalisation, et une tentative est certainement faite pour le réaliser. Mais une alternative a été présentée : elle est exprimée dans les propositions ouvrières qui ont été soumises à la Commission des mines.

Le programme du Labour Party a été souvent critiqué pour son manque de largeur et d'imagination. Ceci ne peut être dit du « Plan de force et de transport » ainsi qu'il est dénommé. En détail il est ouvert à la critique; en particulier, le projet de compensation accordée aux propriétaires de mines et aux possesseurs du sol est, financièrement, d'une validité douteuse. Cette compensation devrait plutôt prendre la forme non d'argent mais de la dernière place d'une charge initiale imposée à l'industrie.

Le plan constate que les progrès de la science sont en train de remplacer, sur une large échelle, l'usage du charbon comme source de force. Il demande, en conséquence, que l'industrie soit transformée d'industrie produisant le charbon en industrie utilisant le charbon. « Distribution abondante et à bon marché de la force électrique; pré-traitement du charbon pour la production du coke, de gaz, d'huile, d'engrais, de goudron, de matières chimiques; stabilisation de l'industrie houillère; électrification des campagnes; électrification des chemins de fer; ces divers usages devant être considérés comme liés ensemble. » L'industrie, est-il proposé, devrait être transformée en entreprise pour : l'extraction du charbon, la production de force électrique sur une échelle gigantesque, la fabrication du coke, des gaz lourds, de l'ammoniaque, etc. Une telle entreprise, disposant d'un immense pouvoir, ne peut être envisagée que comme propriété nationale. Elle serait contrôlée par une commission de dix membres ayant les connaissances techniques nécessaires sur le charbon, l'électricité, le gaz, le transport, le commerce, plus un président. Les commissaires seraient rattachés au ministère du Commerce et seraient ainsi responsables devant le Parlement.

La section minière elle-même serait dirigée par un conseil national composé par moitié de délégués du gouvernement et de représentants élus des ouvriers, s'appuyant sur des conseils de composition identique pour les régions et les fosses. Il y a aussi une disposition concernant un conseil de consommateurs et d'autres encore, trop nombreuses pour être énumérées.

Ces dispositions doivent être considérées en liaison avec le plan de restauration de l'agriculture britannique. La production de matières alimentaires est aujourd'hui à un niveau très bas : elle ne donne que moins du quart des produits consommés en Grande-Bretagne. Pris ensemble, les deux plans constituent incontestablement une tentative sérieuse d'accepter l'écroulement de la vieille économie capitaliste britannique et d'inaugurer une nouvelle économie industrielle basée sur de nouvelles sources de pouvoir.

Ils marquent un effort de construction socialiste.

Quelle politique sera choisie ? Le plan phénicien des banquiers ou le plan socialiste du Labour Party ? Qui l'emportera en mai ?

RAYMOND W. POSTGATE.

Une lettre de Romain Rolland

Villeneuve, 25 février 1926.

Mon cher ami,

Je vous remercie des lignes que vous m'avez consacrées dans la Révolution Prolétarienne *de février. Ce n'est pas seulement votre estime et votre affection qui me touchent : c'est votre largeur d'esprit. Enfin, un homme de foi et d'action, qui tolère la foi et l'action d'un autre ! Qui ne me demande point d'être ce que je ne suis point, et de ne pas être ce que je suis ! Qui n'attend de moi que ce que je puis donner, sincèrement, loyalement ! C'est merveilleux en notre temps !*

*Mais vous ne vous trompez pas, mon ami, en pensant que ma sincérité est encore une des meilleures armes au service de la cause, qui est la vôtre, — et la mienne, — celle de la justice humaine. Pour moi, comme pour vous, le travail est sacré; et je marche sous son étendard. Si vous lisez les pages anciennes qu'*Europe *a reproduites, en marge d'une lettre de Tolstoy, je pense que vous y entendrez un écho aux idées que vous exprimez sur moi, à la fin de votre petit article. Là-dessus, je n'ai jamais varié. C'est pourquoi les parasites de l'art — cet abject troupeau, qui est de tous les temps, comme de tous les pays, — ne m'ont jamais pardonné.*

Je tiens à vous dire aussi combien m'a fait plaisir l'article sur Le Jeu de l'Amour et de la Mort, *paru dans le numéro précédent.*

Je suis votre revue avec un intérêt que redouble chaque numéro. Je n'en connais pas en France qui ait un regard plus vaste et plus précis sur l'ensemble du drame social où nous sommes engagés. Elle m'a beaucoup appris. Je lis avec une attention particulière les études de Louzon; et j'admire son intuition, non moins que sa documentation.

Je vous serre affectueusement la main. Amitiés à Rosmer. Croyez-moi, mon cher Monatte, votre dévoué

ROMAIN ROLLAND.

Le Carnet du Sauvage

Le suicide de Delagrange.

Les petits filets venimeux de l'*Humanité* à mon adresse méritent moins d'attention que l'affaire Delagrange regardée en elle-même. Regardons-la d'abord et pour cela mettons lunettes et bottes d'égoutier; nous nous occuperons en passant, ou après, des à-côtés.

Dans mon dernier « Carnet », je demandais qui pouvait bien être le « communiste de marque » qui avait eu un entretien avec Valois en décembre 1924. Depuis, son nom a été rendu public; c'était Delagrange. On lira aux « Documents » le récit de cet entretien publié par Valois. Depuis encore, Delagrange a fait placarder à Périgueux une affiche d'adieux à la population, reproduite le 27 février par le *Nouveau Siècle*, lequel publiait, le lendemain 28, un article de lui annonçant et cherchant à expliquer son adhésion au Faisceau. Le même jour, 28 février, l'*Humanité* rendait compte d'un meeting communiste tenu le 19 à Périgueux où il avait été établi : 1° Que Delagrange avait eu des accointances avec les réactionnaires périgourdins lors des dernières élections municipales, des entretiens avec Valois et une comtesse de Chasteigniers; 2° Qu'il avait falsifié les livres de la coopérative et s'était approprié une somme importante appartenant au Parti communiste.

C'est à cette exécution que Delagrange a tenté de répondre, je présume, par son affiche publiée le 27 dans le *Nouveau Siècle*, une affiche, où il remue toute la boue des égouts politiques d'une ville de province, voulant en couvrir ses adversaires et s'y enterrant lui-même. Il y parle de crapuleuses accusations dont il aurait été l'objet et il en lance de non moins crapuleuses. Pour finir, il annonce qu'il quitte « une classe ouvrière qui n'a pas su crier son indignation », avant d'entrer dans une nouvelle formation de combat, c'est-à-dire le Faisceau.

Delagrange se lamente qu'on ait voulu l'assassiner moralement. Je ne sais si c'est exact; mais ce qui est certain, c'est qu'il s'est assassiné lui-même; il s'est suicidé. Le Delagrange que nous avons connu en 1919, avec qui nous avons été souvent en désaccord mais que nous estimions, est mort, mort malproprement. Il peut aller au Faisceau; il n'y apporte qu'une loque méprisée.

Comment a-t-il pu en arriver là ? Cette question mérite d'être posée; elle a un intérêt psychologique et un intérêt social; le chemin suivi par Delagrange peut être suivi par d'autres, dans cette période de régression où, comme s'il ne suffisait pas du reflux révolutionnaire pour faire des désillusionnés, le Parti communiste se met à fabriquer en série les dégoûtés, en sortant chaque année plus que Ford ne sort d'autos.

Le cas Delagrange montre que nous sommes à une époque où la décomposition s'opère rapidement, où les sentiments mauvais ont vite fait d'empoisonner tout l'être, où les conceptions s'effondrent brusquement quand elles ne sont pas édifiées sur une base solide. Il est certain que chez Delagrange l'homme et le communiste se sont effondrés.

En décembre 1924, Delagrange a son premier entretien privé chez Valois. Arrangé par qui et comment ? C'est ce qu'on ignore encore. Mais Delagrange déclarait alors qu'il rapporterait le récit de cet entretien aux dirigeants du Parti. L'a-t-il rapporté ? Il est important de savoir si le Parti a été tenu au courant. Ses porte-parole feraient mieux de nous fixer sur ce point que de crachoter leur venin contre nous. Il semble bien qu'il l'ait fait, puisque le délégué de l'Internationale, — d'après le récit de Valois, le seul que nous ayons encore — en aurait même informé Moscou.

En lisant ce récit, la pensée m'était venue que le Parti s'était servi de Delagrange pour savoir ce que le Fascisme avait dans le ventre.

Il n'y aurait eu là après tout rien de répréhensible. Mais c'est un jeu dangereux que celui de l'espionnage; il pourrit souvent ses joueurs. Si le Parti a utilisé Delagrange à cette fin, pourquoi n'a-t-il pas mieux veillé sur lui, ne l'a-t-il pas mieux armé contre nos ennemis et contre lui-même ? Pour de telles besognes, il faut des hommes aussi incorruptibles par la doctrine de l'adversaire que par ses flatteries ou son argent.

Il faut bien avouer que tels pauvres hommes qui se cabreraient devant les trente deniers de Judas redressent orgueilleusement l'échine sous la main qui les caresse ou se mettent à baver d'admiration devant les conceptions de l'ennemi.

Quiconque a la notion de classe bien ancrée est immunisé contre les boniments d'un Valois sur la « fraternité nationale », sur la fraternité du bétail des tranchées et des saigneurs des petits et des grands Q. G., sur la fraternité du prolétariat et des capitalistes. Mais la notion de classe est singulièrement affaiblie, sinon détruite, chez de nombreux communistes. Il fallait qu'elle soit déjà bien confuse chez Delagrange pour qu'il n'ait pas répondu à Valois autrement qu'il ne le fit dans leur première réunion contradictoire et dans leurs entretiens privés. C'est, pour une part, parce qu'il n'était plus le cheminot de 1919, le militant emprisonné du complot de 1920, mais depuis des années déjà le maire d'une grande ville habitué à voir autour lui des administrés et non les hommes d'une classe.

Jusqu'à la grève générale de 1920, Périgueux fut un foyer révolutionnaire ardent, grâce aux milliers d'ouvriers des ateliers du P. O. Pour détruire ce foyer, la Compagnie du P. O. recourut à la fermeture des ateliers, entraînant la dispersion des militants. Le syndicat local des Cheminots reçut de ce fait un rude coup. Au point de vue électoral, la municipalité apparut vouée à un échec à peu près certain. C'est pour

conjurer, sans doute, cet échec que Delagrange, renouvelant le pacte de Bordeaux cher à Cachin, fit des tractations avec les réactionnaires, qu'on révèle seulement aujourd'hui. C'est la perspective de cet échec qui jeta la zizanie parmi les militants. La politichiennerie est responsable pour une bonne part de la situation actuelle du mouvement à Périgueux. Les tonneaux de vitriol qui viennent d'être répandus risquent de brûler l'herbe pour longtemps.

La propagande communiste de la dictature du prolétariat met souvent le toit, c'est-à-dire la dictature, sans se demander si les fondations, c'est-à-dire la notion de prolétariat, la notion de classe est creusée, est ancrée solidement. J'ai grand'peur que la formation de parti et son action parlementaire, municipale surtout, ne détruisent souvent l'esprit de classe.

La propagande pour la dictature du prolétariat a créé un nouveau type de militant, celui qui se voit demain dans son village ou sa ville commissaire du peuple, qui n'a pas grand'chose de commun avec notre type traditionnel de militant ouvrier luttant à l'usine. L'aspirant commissaire du peuple est prompt à se griser et à mépriser sa classe.

C'est parce qu'il n'avait plus la notion de classe que le communiste en Delagrange s'est effondré. Et l'homme ? Il dit avoir été calomnié, sali. J'en connais qui l'ont été autant que lui, qui le sont plus que lui, et qui l'ont été ou le sont injustement. Il ne leur viendra jamais l'idée de fuir les bolchévisateurs pour aller dans les sentines fascistes. Parmi les dégoûtés du Parti, on peut prévoir que le plus grand nombre se rejettera dans son coin, désillusionné de tout. Les âmes faibles ou corrompues seront une proie facile pour l'ennemi. Contre le dégoût du parti, il n'est qu'un refuge, c'est le syndicalisme.

C'est un refuge qui n'était pas fait pour Delagrange. L'*Avenir* a raconté que Delagrange était syndicaliste révolutionnaire avant d'adhérer au communisme et qu'il avait marché côte à côte avec Monatte et Rosmer. Erreur complète. Delagrange n'a jamais été syndicaliste révolutionnaire. Il est de formation socialiste et vint au communisme sous l'influence d'un camarade russe, professeur à Périgueux, expulsé en 1919. Je l'ai toujours connu incarnant l'esprit de parti ; de 1919 à 1921, dans la minorité confédérale, il parlait et agissait en homme de parti ; il ne s'en cachait pas, il s'en targuait même ; comme il était l'un des tout premiers membres du Parti qui s'étaient joints à l'opposition syndicaliste, on supportait joyeusement son tonnerre enchifrené ; mais les camarades qui ont vécu la vie des C. S. R. se souviennent de son sectarisme ; pour lui le parti était *uber alles*. C'est d'ailleurs son autoritarisme et son esprit de parti qui avaient provoqué à Périgueux la scission syndicale.

Aussi l'*Humanité* perd son temps à le présenter comme le Delagrange de la *Révolution Prolétarienne ;* il était le Delagrange du parti. Qu'elle garde son passé, qu'elle regarde son présent comme le triste résultat des tares du Parti et s'efforce de les guérir.

Cela lui vaudra mieux que de raconter, à la manière de Tartufe, que nous sommes les amis du Delagrange voleur de coopérative et fasciste. Nous sommes amis de Delagrange à peu près comme nous l'avons été de Werth ou d'Ilbert, voleur du parti ou voleur de portefeuilles de camarades. J'aurais été plus qu'ami, ami intime de Delagrange. En dehors de notre séjour à la Santé, je crois bien ne l'avoir pas vu plus d'une dizaine de fois depuis 1919 et la dernière, pendant dix minutes, remonte à près d'un an. Les dirigeants du Parti le connaissaient mieux et le voyaient plus souvent que moi. Ce n'est pas à moi mais à Sémard, mais à eux, qu'il est allé raconter son entretien avec Valois. Je sais bien ce que je lui aurais dit s'il était venu alors. Je lui aurais dit ce que j'écrivais dans mon dernier Carnet, je lui aurais dit : « Mais tu es fou, mon vieux Delagrange ! Il n'est pas possible de penser à un Fiume français sans rigoler. Il faut avoir perdu tout esprit communiste pour prendre au sérieux les boniments de Valois contre la ploutocratie et sur la fraternité nationale. » Il est bien triste que les dirigeants du Parti ne lui aient pas tenu un tel langage.

Les gens de l'*Humanité* croient habile de monter en épingle cette expression « mon vieux Delagrange », qui prouve précisément que j'ignorais tout de ce qui s'était passé ; ils s'imaginent faire croire aux 150.000 lecteurs de l'*Humanité* que nous sympathisons avec Delagrange fasciste et voleur et que nous allons lui emboîter le pas. On pense pouvoir faire avaler les bourdes qu'on veut. Ils n'iront pas voir ce que j'ai écrit sur le « dictateur dégonflé ». Que peuvent en regard les mille abonnés et lecteurs qui ont lu, eux ?

Il paraît que mentir ainsi c'est de la grande habileté journalistique et politique. Pauvre habileté ! Il faut qu'ils nous craignent bien et qu'ils n'aient guère de prise contre nous pour employer l'arme des jésuites. Ce n'est pas à nous qu'ils font du mal ; c'est à eux-mêmes, à leur parti, aux conceptions dont ils se réclament ; ils se perdent dans l'esprit des meilleurs, dans l'esprit de ceux qui prennent la peine de s'informer et de réfléchir et dont le jugement, en définitive, arrive toujours à triompher.

L'an dernier, un quelconque Renoult avait écrit dans l'*Humanité* que notre camarade Allot était un ami de Le Flaouter. On apprit qu'Allot n'avait jamais connu Le Flaouter tandis que des amis de celui-ci avaient été élus sur la liste communiste. Cette année, un quelconque Vaillant-Couturier écrit que nous sommes les amis du fasciste. Cette calomnie n'aura pas meilleur sort et ceux qui mettent en pratique leur devise « par tous les moyens » sortiront un peu plus discrédités.

Sur l'affaire Delagrange, il y a encore beaucoup à dire. J'y reviendrai. D'ici le mois prochain, j'espère que le Parti aura trouvé le moyen de dire si Delagrange l'avait informé de son entretien avec Valois.

Payez la guerre !

Les feuilles d'impôts tombent de tous côtés ; les commerçants grognent, tiennent des meetings, font des manifestations, recourent à la grève. Si cela continue, nous pourrons bientôt apprendre d'eux comment on réussit une grève.

Evidemment, le Bloc National mobilise les commerçants contre le Cartel des gauches. C'est la faute du Cartel, leur dit-il. Et le Cartel de répliquer : C'est l'héritage que m'a laissé le Bloc National. L'un et l'autre ne remontent pas plus loin ; les commerçants non plus.

Ce serait le moment, pourtant, de leur rappeler, s'ils l'ont oublié, qu'il y a eu la guerre et qu'après l'avoir payée avec du sang il fallait bien un jour la payer avec de l'argent. Le Cartel n'est pas plus capable que le Bloc National de le leur rappeler, puisque l'un et l'autre ont partagé les responsabilités de la guerre, puisqu'ils ont ensemble fait la cuisine de l'impérialisme.

Si l'on ne dresse pas le souvenir de la guerre au-dessus de l'agitation présente des boutiquiers, qui n'est pas près de s'éteindre puisque l'heure de payer ne peut être reculée et que la grande pénitence annoncée commence, on peut être sûr que tout cette fièvre profitera aux forces réactionnaires. Le seul moyen de capter ce malaise au bénéfice des idées révolutionnaires, c'est de le cristalliser autour de la haine de la guerre et de l'impérialisme.

Le parfait conseiller municipal.

Le Parti communiste vient d'enlever un nouveau siège au Conseil municipal de Paris. C'est un siège de quartier ouvrier qui devait lui revenir. Rousselle ne l'avait gardé qu'en raison de son influence personnelle.

Mais crier à la victoire révolutionnaire c'est peut-être exagéré ; le nouvel élu incarne trop bien les vertus bolchévistes pour se faire des illusions. J'ai raconté jadis, dans je ne sais plus quel Conseil national, comment on comprenait son rôle dans l'appareil journalistique organisatoire et propagandiste du Parti et cité ce mot fameux : « Si tu veux garder ton poste, mets-toi sur la bouche un cadenas. » Le mot était de Gélis. Le même Gélis a d'ailleurs enrichi le léninisme d'une formule non moins bien frappée : « Si tu veux savoir ce que tu dois faire ou dire, regarde ton bifteck... Bifteck ! Bifteck ! ».

Consolez-vous, mes amis, d'être traités de contre-révolutionnaires quand ce sont de pareils révolutionnaires qui incarnent le communisme.

P. M.

"TRENTE ANS D'ART INDÉPENDANT"

DE 1884 à 1914

En réunissant, dans une aile du Grand-Palais, des œuvres d'artistes disparus ou vivants qui, de 1884 à 1914, prirent part à ses trente premières expositions, la Société des Indépendants fut bien inspirée. Cette exposition, malgré les lacunes inévitables qu'elle comporte, permet, en effet, au visiteur impartial, de se rendre compte de la valeur des tendances, souvent contradictoires, qui s'affrontèrent et se heurtèrent au sein d'une société arborant fièrement la devise : « Ni jury, ni récompenses... »

« Ni jury » ! Beaucoup de ceux dont quelques lamentables navets figurent ici à titre rétrospectif, se chargèrent d'aller en constituer ailleurs, quand une apparence de succès eut salué le bluff de leurs prétendues tentatives d'avant-garde.

« Ni récompenses » ! Le plus infime barbouilleur en quête d'honneurs ne demanda pas à la société ce que la belle fille ne pouvait donner, mais n'eut nulle peine à se faire connaître des milieux où l'on décore avec une égale bonne foi le savant illustre, la victime du radium, la danseuse, le sauteur, le peintre talentueux et l'indépendant de pacotille.

De ces petites misères bêtement humaines, la Société des Indépendants ne peut être tenue pour responsable. Elle n'a jamais exigé de ses candidats sociétaires le serment de fidélité à des principes qui, trop strictement observés, permettraient tout juste à l'artiste véritable de crever de faim en n'épatant personne.

Tant pis pour les non-débrouillards ! La Société leur offre la possibilité d'aborder le public. Si le public est niais, la presse incompétente, l'artiste n'a qu'à se condamner à une longue patience au bout de laquelle il trouvera peut-être le génie d'être simplement un homme dans la meilleure acception du terme. Philosophiquement, il laissera à d'autres la gloire d'avoir construit des bateaux qui faisaient eau de toutes parts ou d'avoir lancé des modes artistiques propres à aggraver le snobisme dont tire vanité la partie la plus insolente et la plus corrompue de la bourgeoisie contemporaine.

***

Il était inévitable qu'aux Indépendants le meilleur côtoyât le pire. En raison même de l'absence de jury, l'œuvre de l'idiot ou du farceur connaissait, statutairement, les mêmes droits que l'œuvre du chercheur bien doué.

Et cela n'était pas un mal. On sait le peu de cas que firent, durant plus d'un siècle, les jurys officiels appelés à se prononcer sur l'œuvre de novateurs inconnus.

On peut dire que, de nos jours, les nouveaux Salons : *Automne, Tuileries,* qui prétendirent corriger ce qu'avait de généreux le libéralisme des Indépendants firent moins bien qu'eux. En instituant le jury, ils se privèrent de l'appoint sincère des authentiques indépendants et leurs expositions prétendues sélectionnées ne comptèrent ni un idiot, ni un farceur, ni un arriviste de moins que le Salon dont l'entrée est libre.

On vit même opérer, au sein de leurs commissions de réforme, des toubibs de la peinture, de la sculpture, de l'architecture qui eussent agi sagement en consacrant tout leur temps à la santé vacillante de leurs propres œuvres.

***

Beaucoup de ces farceurs qui, sans pouvoir décemment invoquer les circonstances atténuantes du talent, furent avec astuce *Indépendants* au printemps, *Nationale* et *Artistes français* au cœur de l'été, décoratifs fruits secs à l'*Automne*, nous les retrouvons fatalement dans une rétrospective qui, comme celle des Indépendants, ne laisse personne à la porte.

Mais ces indésirables et inévitables présences ne doivent pas nous faire oublier les beaux efforts de ceux, morts ou vivants, qui apportèrent à la vaillante Société, de 1884 à 1914, de la sincérité, du talent et souvent de la nouveauté de bon aloi. Pour qui veut se donner la peine de chercher, sans écouter les boniments ânonnés par toute la petite presse d'art à la louange des crétins classés grands artistes par le mercantilisme, quelle magnifique profusion de talents justement réputés ou sottement laissés dans l'ombre !

Au premier rang de ces derniers, il convient de citer Lançon, peintre-graveur, qui se montra un animalier digne émule du grand Barye et un évocateur puissant des horreurs de 1870-1871; Charles Maurin, dont un *Nu de femme,* intitulé modestement étude, est un des morceaux les plus complets que puisse revendiquer un sain réalisme; Delannoy et ses mineurs; Alfred Le Petit, à qui les nécessités de l'illustration ne permirent pas de donner la mesure de son incontestable talent de peintre; Dubois-Pillet, fondateur de la Société, lequel participa avec conscience aux recherches du groupe néo-impressionniste que devaient illustrer avec éclat les Seurat, Cross, Signac, Angrand, Luce, Petitjean, Schuffenecker, Lucie Cousturier, Selmersheim-Desgranges, Edouard Fer.

Le succès mérité qui a couronné enfin l'effort de ces derniers ne doit pas nous faire oublier la probité de peintres qui, comme Maufra et Henry Moret, se contentant d'être les continuateurs de l'impressionnisme, voient nier leurs qualités les plus certaines par d'incompétents plumitifs.

L'éclectisme le plus sage incite encore à rendre justice à des paysagistes aussi éloignés les uns des autres que le furent Lempereur, Paul Madeline, Henri Person.

Se faire fort de ne commettre aucune omission serait s'exposer à des mécomptes.

Citer simplement des artistes de la valeur de Toulouse-Lautrec, Steinlen, Willette, Jean Baffier, c'est dire que les Indépendants n'ont pas à rougir de leur rétrospective.

Forain s'est abstenu. Il a eu tort. Il se fût trouvé là en très bonne compagnie.

Et, puisque Forain nous ouvre le chapitre des maîtres humoristes, saluons le portrait de Cézanne peint sans flatterie par Hermann-Paul. Maurice Denis, apôtre de la candeur en art, nous montre un Cézanne ahuri par l'hommage que lui rend la nouvelle peinture. Et cela est déjà de l'histoire ancienne.

Ce qui fait partie de l'histoire tristement contemporaine, c'est le petit groupe de mercantis de l'art proclamant devant quelques toiles de Cézanne et de Van Gogh exposées là : « Il y en a pour des millions. »

Le même boniment se répète devant les envois de barbouilleurs vivants à qui font totalement défaut la sincérité, le désintéressement dont témoignèrent un Cézanne, un Van Gogh, peintres peu prisés quand leurs toiles étaient fraîches, mais surfaits sans mesure depuis que la haute mercante est détentrice de ce qui reste d'eux.

La sincérité chez les vivants, on peut la trouver encore dans les envois d'artistes de tendances bien différentes, ayant chacun une personnalité marquée. Sans avoir la prétention de dresser un tableau d'honneur complet, il est possible d'énumérer dans l'ordre alphabétique les noms de bons artistes dont les œuvres signifient talent et probité : Albert André, Anquetin, Boudot-Lamotte, Charlot, Chénard-Huché, Deltombe, Dufrénoy, Victor Dupont, Igounet de Villers, Kleinmann, Laprade, Lebasque, Ludovic-Rodo, Mestrallet, Paviot, Lucien Pissaro, Gaston Prunier, Claude Rameau, Rysselberghe, Urbain.

Dans la longue liste des artistes indépendants, il en est beaucoup d'autres qui ont du talent. Il appartient au visiteur de les dénicher en séparant l'ivraie du bon grain.

Quant aux innombrables disciples de Tartempion-Cube, leurs découvertes sont à la peinture ce que serait à la géographie l'apport du premier farceur venu qui, se flattant d'éclipser la gloire d'un Elisée Reclus, placerait Chandernagor sur la Butte-Montmartre.

Un astronome d'occasion, désireux de se distinguer à la manière de nos peintres improvisés, décréterait, en traitant Camille Flammarion de vieille barbe, que le Soleil n'est qu'un pâle satellite de la Terre.

A quoi bon multiplier les exemples ? Seuls ne voudront pas les trouver probants ceux qui dans la grande ou la petite presse d'art ont intérêt à exploiter en l'aggravant le gâchis des tendances actuelles.

La toile mal peinte sert de paravent à toutes les paresses, comme à toutes les turpitudes. Les révolutions en art ne s'élaborent ni dans l'atmosphère malsaine des boîtes à phénomènes de Montmartre et de Montparnasse, ni dans les arrière-boutiques des nouveaux riches promus au titre de marchands de tableaux *avancés*. Par une confusion regrettable on a tendance, dans certains milieux, à baptiser *avancé* ce qui n'est que *faisandé*.

Ces réserves faites, donnons un salut amical aux vrais indépendants. N'oublions pas l'innocent douanier Rousseau dont la candeur n'eut d'égale que la perspicacité commerciale de ceux qui surent lui faire un nom, alors que dans les asiles d'arriérés tant de *génies insoupçonnés* finiront anonymement.

M. R.

Les Comités d'unité prolétarienne vont-ils tuer les Syndicats ?

Peut-on assimiler à la campagne des congrès d'usine, génératrice de comités d'usine, l'agitation menée en ce moment par le Comité d'action en vue de constituer des comités d'unité prolétarienne ?

Raynaud, d'après son intervention au dernier congrès de l'Union, identifie comités d'unité prolétarienne et comités d'usine. En ceci il n'est pas d'accord avec l'avis exprimé par la direction de la C. G. T. U. dans le rapport présenté au dernier Congrès confédéral, lequel dit : « *En réalité il y a entre ces deux mots d'ordre une différence essentielle qui ne permet pas leur coexistence. Chacun d'eux représente une période de lutte.* »

La résolution adoptée confirme cette thèse dans les termes suivants : « *Les comités d'usine correspondent à un stade plus avancé de la force prolétarienne... Ils représentent la classe ouvrière organisée, préparant en période pré-révolutionnaire, les positions solides d'où le prolétariat pourra s'élancer pour libérer définitivement le travail de l'oppression capitaliste.* »

Nous pourrions croire qu'en 1924 lorsqu'on sabota la campagne des congrès d'usine qui permettait aux conseils d'usine de prendre corps, nous ne vivions pas une période pré-révolutionnaire, contrairement aux avis de nos augures à cette époque. Nous pourrions penser en lisant le dernier numéro du *Métallurgiste*, que nous sommes enfin en période pré-révolutionnaire, puisque dans les revendications de la Fédération unitaire des Métaux, il n'est pas même fait mention des comités d'unité prolétarienne; seuls, les comités d'usine y figurent.

Nous pourrions relever ainsi de nombreuses contradictions des dirigeants communistes de nos organisations syndicales sur le sujet. Nous préférons rechercher ce qui différencie les comités d'usine des comités dits « d'unité prolétarienne ».

Prolongement des syndicats ou prolongement du parti.

La campagne des congrès d'usine dans la Métallurgie (voir la *R. P.* n° 5) eut pour but principal de lier aux organisations syndicales les masses ouvrières, dans le but d'assurer le succès des revendications que la C. G. T. U. venait de lancer. Dans l'esprit de ses initiateurs le comité d'usine, dont la création fut la conséquence logique de la campagne menée, n'avait pas d'autre but que de lier sur le terrain de l'usine les ouvriers à leur organisation syndicale. Nous pensions que cela ne pouvait qu'être de nature à renforcer les syndicats et à créer une atmosphère favorable à l'unité.

Les comités d'usine eurent une première fonction, celle de percevoir l'impôt de grève ; ils s'en acquittèrent, et ce point important de leur action mériterait une étude spéciale. Les fortes sommes collectées par les comités d'usine étaient versées à une caisse de solidarité gérée par les organisations syndicales ayant été représentées au congrès d'usines. Au sein de la Commission du congrès d'usines, dont nous fûmes avec Pelletier les secrétaires, nous avons fait repousser une proposition tendant à ce que les conseils d'usines perçoivent

des cotisations qui seraient versées dans une caisse centrale indépendante des organisations syndicales. Nous avions aperçu dans cette proposition, le danger de création d'une nouvelle forme d'organisation venant, non pas compléter, prolonger les organisations existantes, mais venant les concurrencer et désunir davantage la classe ouvrière.

C'est ce même danger que nous voyons renaître avec les comités dits d'unité prolétarienne. Un examen de leur action nous démontre que, si les comités d'usine ne furent que le prolongement et le complément à l'usine de l'organisation syndicale, les comités d'unité prolétarienne, ne sont à l'usine que le prolongement du Parti communiste et aboutissent en fait à la création d'un syndicalisme de parti s'érigeant sur les ruines du syndicalisme de classe.

Nul ne contestera que les C. U. P. sont le prolongement du Parti dans l'usine. Cadine, dans une étude des « Cahiers du bolchévisme » du 4 février 1926, écrit ce qui suit, à propos du dernier mouvement chez Citroën :

*L'activité de la cellule de Javel au moment où le Parti rectifiait sa position sur le front unique et faisait de nouvelles propositions au parti socialiste, peut être considérée comme un exemple de ce que doit faire une cellule qui a une vie politique, c'est-à-dire qui sait réaliser la politique du Parti dans l'entreprise. Après avoir discuté la nouvelle orientation, la cellule lança, sur le plan de l'usine, un appel au front unique pour le renforcement du comité d'unité prolétarienne. Cet appel, paru dans l'*Humanité, *fut publié dans un numéro spécial du journal d'usine; ce journal annonçait d'autre part, une réunion pour le* 18 *décembre, avec l'ordre du jour : la situation dans l'usine, le cahier de revendications, le comité d'unité prolétarienne.*

On sent, tout de suite, que le syndicat est totalement écarté du travail d'organisation des ouvriers dans l'usine : si l'on fait mention de son existence c'est discrètement et l'on n'en tient encore compte que parce qu'il sert de percepteur des cotisations.

Le lamentable échec du mouvement qui suivit l'agitation menée par le C. U. P. chez Citroën n'a pas servi de leçon. On recommence l'expérience auprès des usines Thomson, et nous pouvions lire dans l'*Humanité* du 20 février un appel du Comité d'action pour un meeting où seraient examinées les revendications du personnel.

Vers de nouveaux syndicats.

Animé à sa base par la cellule, dirigé à son sommet par le comité d'action, le mouvement des comités d'unité prolétarienne est bien un mouvement concurrençant les organisations syndicales existantes et ne constituant pas les embryons de comités d'usine comme le laissait prévoir le rapport de la C. G. T. U., mais engendrant un syndicalisme de parti, annoncé depuis longtemps par S. Girault qui, en décembre 1924, écrivait dans l'*Humanité :*

Le Congrès (Clichy) doit donner des directives fermes en ce sens aux Fédérations. Il ne permettra aucune dérogation à cette tâche comme à celle de la campagne en faveur DE LA CONSTITUTION DES CONSEILS ET COMITES D'USINE QUI DOIVENT ETRE LA NOUVELLE FORME D'ORGANISATION DU PROLETARIAT, DONT IL SORTIRA PEU A PEU DE NOUVEAUX SYNDICATS REELLEMENT REVOLUTIONNAIRES.

A la même époque circulait, avec l'autorisation bienveillante de la direction du Parti, un projet de thèse où notre conception du comité d'usine, prolongement du syndicat, était condamnée en ces termes :

*Les C. U. doivent jouir d'une entière autonomie organique. Vouloir les subordonner aux syndicats serait une faute aussi désastreuse que celle qui a été commise par les guesdistes, vis-à-vis de la Fédération des Syndicats. Vouloir ne leur permettre de liaison que par l'intermédiaire des syndicats, leur interdire la création d'organismes de liaison propres, vouloir ne voir en eux que le prolongement à l'usine des syndicats, comme l'a fait notamment Delagarde, dans plusieurs articles de l'*Humanité *et de la* Vie Ouvrière, *c'est sacrifier à l'idéologie syndicaliste pure que le Parti doit combattre impitoyablement.*

Le Parti nous a combattus impitoyablement, et ce qui a provoqué l'exclusion de Monatte, de Rosmer et la nôtre fut bien plus que le motif invoqué, notre état d'esprit syndicaliste qui ne pouvait admettre que la tâche du Parti était de détruire les syndicats.

Cette liaison des conseils d'usine que nous voulions voir assurer par les syndicats est assurée pour les comités d'unité prolétarienne par la doublure du Parti qu'est le Comité d'action. Notre crainte d'une caisse autonome des conseils d'usine, que nous avions combattue comme dangereuse, est maintenant un fait pour les Comités d'unité prolétarienne par le versement d'une cotisation mensuelle encaissée par le comité d'action.

Le syndicalisme de parti.

Ainsi se réalise, par la création et la liaison de ces organes, la disparition lente des syndicats actuellement existants et la formation d'un syndicalisme de parti rééditant bien, lui, l'expérience désastreuse de la Fédération guesdiste des Syndicats. Souhaitons que la vigilance des militants réellement révolutionnaires fasse subir à cette tentative antiouvrière et contre-révolutionnaire le même sort qu'à celle de Guesde. — V. DELAGARDE.

UN CERCLE COMMUNISTE "MARX & LÉNINE"

Un groupe de camarades, membres du Parti ou exclus, ont fondé un cercle communiste Marx et Lénine, « *foyer d'étude accueillant les révolutionnaires soucieux de s'élever au niveau des problèmes sociaux présents et à venir* ».

Cette fondation a ému nos bolchévisateurs. Ils rappellent bruyamment qu'un membre du P. C. ne peut adhérer à un autre parti.

Comme si l'on pouvait confondre « un foyer d'étude » et un parti. Il est vrai qu'on a bien dénoncé le « *Parti de la Révolution Prolétarienne* » (? ?).

Ce qui prouve une fois de plus la confusion existant dans l'esprit de ces pseudo-communistes sur ce que doit être un vrai Parti communiste.

La création du cercle a justement été rendue nécessaire par la pauvreté intellectuelle de l'organisation du 120, rue Lafayette, par les déformations de la doctrine communiste dont ses dirigeants se sont rendus coupables.

La "Nep" aboutira-t-elle au Socialisme ou au Capitalisme ?

Quelle est exactement la situation économique de la Russie ? Dans quelle mesure la Nep actuelle est-elle du socialisme ou bien ne risque-t-elle pas de se transformer en un simple rétablissement du capitalisme ? Telles sont les questions essentielles qui se posent.

Les réponses nettes sont rares. Parmi les discours prononcés au dernier congrès du Parti russe — au moins parmi ceux publiés en français — seul celui de Kamenev apporte une vue précise de la situation. Nous croyons utile d'en reproduire les passages principaux.

Les réponses de Kamenev se résument ainsi :

L'industrie actuelle d'Etat n'est pas du type socialiste car « les rapports réciproques des hommes qu'elle occupe, l'organisation du travail, les formes des salaires » ne sont pas socialistes ;

Pour entraîner dans la voie du socialisme l'Economie paysanne « qui se développe spontanément dans la direction capitaliste », il y a encore « 99 p. 100 de la tâche à remplir » ;

« Toute la situation sociale, tout le rapport des classes en notre pays, toute la situation internationale nourrissent les racines de ce courant qui est enclin à embellir la Nep. »

Il est une question dont Kamenev n'a point dit mot et qui pourtant est la plus importante, car seule elle comporte un enseignement pour l'avenir, c'est celle de savoir pourquoi et comment ce qu'il constate a pu se produire.

Pour nous, si l'industrie d'Etat n'a à peu près rien actuellement du type d'industrie socialiste, si les « rapports réciproques des hommes qu'elle occupe » s'écartent chaque jour davantage de ce qu'ils doivent être dans une industrie socialiste, si en un mot il s'est produit et se produit chaque jour davantage, à l'intérieur même de l'Economie étatisée, une différenciation entre classes, c'est parce que *la classe ouvrière a été et est de plus en plus systématiquement tenue à l'écart de l'organisation et du contrôle de la production.*

On ne fonde pas un ordre social nouveau, une organisation économique nouvelle, sans une participation active, réelle, directe, de la classe qui est appelée à en profiter ; on ne fonde pas une organisation socialiste de la production et des échanges autrement qu'avec une participation active, réelle, directe du prolétariat. L'erreur a été qu'on a voulu créer une organisation bureaucratique au lieu d'une organisation ouvrière : on a privé de tout pouvoir véritable les comités d'usine, on a fait des syndicats une simple annexe de la bureaucratie, on a réduit les Soviets à n'être que des Conseils municipaux, et même souvent des Conseils municipaux purement enregistreurs ; on a ainsi étouffé le prolétariat.

Résultat : il n'y a plus rien pour s'opposer au Nepman et au Koulak ; on en est donc réduit à faire la politique du Nepman et du Koulak.

Il a été souvent question, au cours du congrès, de Thermidor. L'analogie est si frappante qu'elle ne pouvait pas ne pas venir à l'esprit. Eh bien, si aujourd'hui des révolutionnaires russes se trouvent seuls et sans force contre ceux qui estiment que s'enrichir est le dernier mot du socialisme, si, comme Robespierre, ils sont vaincus par ceux qui entendent ramener la Révolution en arrière, c'est parce que, comme Robespierre, ils ont commencé par détruire ceux qui voulaient la pousser en avant.

Vous avez eu, vous aussi, vos Hébertistes, pouvons-nous leur dire. En abattant, dès le lendemain de la Nep, l' « opposition ouvrière », en dispersant et emprisonnant ses membres, en récidivant il y a deux ans avec les nouveaux groupes ouvriers qui tentèrent de se constituer et dont les membres furent envoyés au bagne ou en Sibérie, en dirigeant ainsi toutes les forces de répression non plus contre la contre-révolution, mais contre les révolutionnaires les plus ardents, seulement coupables de vouloir redonner à la classe ouvrière, et non pas seulement en paroles mais en fait, la place à laquelle elle a droit : la première, vous avez rendu inévitable l'actuelle régression.

Le salut de la Révolution et la voie vers le socialisme ne peuvent être retrouvés que dans le libre épanouissement des facultés créatrices de la classe ouvrière. — R. L.

UN DISCOURS DE KAMENEV

Dans le rapport du camarade Staline, il y a un passage d'une force frappante qui donne réellement une directive politique et non pas seulement une information sur la situation, une énumération de faits. C'est le passage où il indique sur quoi le feu doit être concentré. Il dit : Le feu bolchéviste doit être concentré dans une direction déterminée. C'est dans la désignation de cette direction que se trouve le point central du rapport du camarade Staline.

En quoi consiste le point central du discours du camarade Boukharine ?

Il consiste : 1° à accuser notre politique d'avoir pour but de faire sauter la Nep ; 2° à montrer que le plus grand danger pour le Parti est de vouloir faire sauter la Nep.

On ne peut nier que ce soit la pensée principale du camarade Boukharine. Il a dit lui-même que la tâche principale de l'heure présente était la liquidation du communisme de guerre.

A mon avis, c'est une fausse perspective et une déformation de la ligne du Parti. C'est le couronnement de cette politique contre laquelle nous avons protesté au sein du Comité Central. Mais comme il était manifeste que cette querelle ne pouvait être limitée dans ce cadre, que le Parti devait être mis dans la nécessité de dire son opinion sur ce sujet, nous avons été obligés de porter notre avertissement devant le Congrès du Parti et d'inviter tous les membres du Parti à la discussion.

Nous sommes en face de deux déviations : sous-estimation du côté négatif de la Nep et incompréhension de l'importance de la Nep. Nous demandons : Quels phénomènes poussent, dans les rapports actuels des classes dans le pays, l'une ou l'autre de ces deux déviations au premier plan ? Laquelle est la plus dangereuse ?

Je pensais jusqu'à présent que, dans sa majorité, le Parti voyait le danger pour la construction socialiste précisément dans la sous-estimation du côté négatif de la Nep et non dans la question de savoir si la Nep nous est nécessaire ou non !

Notre conviction est que toute la situation sociale, tout le rapport des classes de notre pays

toute la situation internationale nourrissent les racines du courant qui est enclin à embellir la Nep, et non à la faire sauter.

Faire sauter la Nep ou l'embellir ?

Le camarade Boukharine nous accuse de vouloir faire sauter la Nep. Acceptons un moment que ce soit exact ; que mettrons-nous à la place de la Nep ? Voulons-nous retourner au communisme de guerre ? Non-sens !

En quoi consiste le véritable danger ? En ce que, avec le retard de la révolution mondiale, avec la stabilisation partielle du capitalisme, avec le bien-être croissant du pays, avec cet entourage petit-bourgeois dans lequel vit la classe ouvrière, naissent inévitablement des éléments d'embellissement de la Nep. Ces tendances naissent justement en réalité de l'ensemble de la situation, de l'ensemble des rapports des classes. Seuls les aveugles ne le voient pas ? Croyez-vous donc que le Parti ne le voit pas ? Je suis absolument convaincu qu'il le voit. S'il ne veut pas le constater ici au Congrès, comme l'exigent les rapports de classes et la situation internationale, il le constatera, vous le constaterez, dans six mois ou dans un an. Vous ne direz pas alors que le danger consiste en ce qu'une sorte de communisme de guerre, un communisme qui veut liquider la Nep, a relevé la tête et exige que le feu soit concentré sur elle, mais que le danger consiste dans la croissance des éléments capitalistes au village et dans la ville.

Contre qui devons-nous combattre, chacun à son poste de travail — travail économique, politique ou d'éducation ? Devons-nous combattre les tendances anarchistes, communistes de guerre ou contre le courant opposé ? Nous devons faire les deux, sans concentrer le feu sur une seule de ces deux déviations.

Les représentants de la majorité oublient que chaque regain de vie et d'extension de la Nep entraîne non seulement une animation des éléments socialistes de notre économie, mais aussi en même temps l'animation et l'extension des éléments capitalistes. C'est, je l'espère, une vérité évidente pour le Parti, mais ce n'est pas clair pour les collaborateurs les plus proches de notre organe central, la *Pravda* qui peuvent développer sans obstacle leurs faux points de vue.

Concessions aux koulaks.

Nous accusons ce groupe d'avoir interprété inexactement les décisions de la XIV[e] conférence du Parti. Il masque le fait que ces décisions ne contiennent pas seulement une orientation vers le développement des forces productives du village, mais que certaines concessions ont été faites aux éléments *koulaks* du village qui ont inévitablement développé l'importance et la puissance de ces éléments.

Si nous avons pris à la XIV[e] conférence du Parti certaines mesures (1) concernant l'affermage des terres et l'emploi d'ouvriers salariés et si nous avons trouvé justes ces mesures, nous devons dire aussi clairement pour qui ces mesures constituent une concession. (*Interruption : au paysan moyen!*) Au paysan moyen ? Eh bien, camarades, c'est justement à ce sujet que nous ne sommes pas d'accord avec vous !

Nous prétendons que celui qui parle ainsi et dit que la facilité de l'affermage du sol, que la facilité des conditions d'emploi de travailleurs salariés représentent une concession au paysan moyen, voile la vérité, car en vérité nous avons fait une concession au *koulak*.

Si vous croyez encore que le paysan moyen est celui qui emploie la force ouvrière, que le paysan moyen est celui qui prend en fermage le sol, il y a entre nous des divergences d'opinion dans notre conception du rapport des classes. Que le Congrès dise : la XIV[e] conférence du Parti a fait des concessions au paysan moyen par les nouvelles conditions de travail agricole salarié et l'extension du fermage... (*Interruption: Et aux paysans pauvres!*) Et aux paysans pauvres ? C'est encore plus beau ! Concession aux paysans pauvres, pensent quelques camarades, parce que cette décision donne la possibilité aux paysans pauvres qui n'ont pas de bétail de travail, de vendre leur force aux *koulaks*. Si vous croyez maintenant que le fait d'avoir donné aux paysans pauvres la possibilité de vendre leur force de travail aux *koulaks* et d'avoir donné en même temps à ces derniers la possibilité d'exploiter les paysans pauvres, soit une concession aux paysans pauvres, je dis alors que cette conception n'a rien de commun avec le léninisme ni avec le marxisme (*Applaudissements.*)

A cette fausse conception, s'ajoute encore celle qui consiste à dire que le paysan moyen n'est pas un petit-bourgeois. Si l'on dit que l'économie du paysan moyen n'est pas un type d'économie petite-bourgeoise, comme cela est écrit maintenant dans la *Pravda*, si les professeurs rouges trouvent encore, en dehors de la voie capitaliste et de la voie socialiste, une troisième voie qui n'est ni socialiste ni capitaliste, cela équivaut à nier la croissance des éléments capitalistes sous le régime de la Nep. Et quand nous prétendons cela, vous nous accusez de pessimisme, de pusillanimité, etc... !

Pour être un véritable optimiste, il faut maintenant affirmer que les éléments capitalistes ne sont pas en croissance, que le paysan moyen n'est pas un petit-bourgeois, que le travail salarié et l'affermage représentent une concession aux paysans pauvres et aux paysans moyens ! Nous renonçons à un tel optimisme !

Entreprise du type "socialiste-conséquent".

J'ai parlé jusqu'ici de l'embellissement de la Nep au village. Mais la question de l'embellissement de la Nep dans la ville lui est également liée. C'est la querelle du capitalisme d'Etat et du socialisme. Je crois que cette querelle est loin d'avoir un caractère théorique abstrait, elle est intimement liée aux problèmes politiques actuels. Et de ce que nous avons entendu ici, de la bouche de nos adversaires, sur cette question, découle une chose : ils veulent ici aussi embellir la Nep.

Doutons-nous que nos fabriques, nos entreprises soient du type socialiste-conséquent ? Non ! Mais nous demandons : Pourquoi Lénine a-t-il dit que nos entreprises sont du type « socialiste-consé-

(1) Le principe posé par le décret d'avril dernier sur l'emploi des ouvriers salariés à la campagne est le suivant : « Les conditions de louage des manœuvres sont déterminées par des contrats *libres* signés par l'embaucheur et les embauchés ; ces contrats sont soumis à l'enregistrement des soviets ruraux, « sans droit des soviets ruraux d'introduire un quelconque changement dans les contrats présentés ».
En ce qui concerne les nouvelles conditions d'affermage des terres, nous n'avons pas les textes (N. D. L. R.)

quent » ? Pourquoi n'a-t-il pas dit de suite qu'elles sont des entreprises socialistes ?

Que signifie cela : entreprises du type socialiste-conséquent ? Cela signifie que ces entreprises sont essentiellement des entreprises socialistes. Elles sont socialistes au point de vue du rapport de propriété. Les fabriques appartiennent à l'Etat prolétarien, c'est-à-dire à la classe ouvrière organisée. Et nous pouvons et devons dire à l'ouvrier qu'en travaillant dans cette fabrique où il est occupé, même s'il reçoit un salaire proportionnellement réduit, il augmente dans cette fabrique la productivité du travail pour le socialisme, et je crois que c'est la vérité.

Mais si nous allons plus loin et déclarons qu'il ne faut pas seulement dire cela à l'ouvrier, mais encore qu'il travaille dans cette fabrique dans des conditions socialistes, que notre fabrique est une entreprise socialiste au plein sens du mot, cela est inexact.

La conception exacte de notre industrie d'Etat consiste en ce que nos entreprises d'Etat sont réellement des entreprises du type socialiste-conséquent, parce qu'elles représentent la propriété de la classe ouvrière, tout en étant loin d'être des entreprises complètement socialistes, parce que les rapports réciproques des hommes qu'elles occupent, l'organisation du travail, les formes des salaires, le travail pour le marché ne représentent aucun élément d'une économie socialiste développée. (*Interruption : Vous avez découvert l'Amérique !*)

Si vous croyez que c'est juste, finissez-en alors avec cette accusation qu'il y aurait parmi nous des camarades qui ne veulent pas reconnaître le caractère socialiste de notre industrie.

Allure ralentie.

Je passe maintenant à la question : Quels sont les dangers qui se manifestent dans notre travail de construction socialiste ? Est-ce le danger de suppression de la Nep ou celui de la résistance croissante des éléments capitalistes qui nous pousse à sonner l'alarme et à penser que, si nous tardons à hâter la croissance des éléments socialistes, nous pourrions échouer dans de très, très importantes questions ?

Quelle est la situation ? Résumée sous une forme brève, nous pouvons la représenter ainsi : Nous avons essayé cette année de régulariser les résultats de la bonne récolte. Il est arrivé que, cette année, ce n'est pas nous qui avons régularisé le paysan, mais le paysan qui nous a régularisés !

Nos plans concernant le développement des éléments socialistes de notre économie ont dû être modifiés sous la pression du village. Nous sommes entrés dans la nouvelle année économique avec un plan d'approvisionnement en blé de 780 millions de pouds et nous nous demandons si nous pourrons nous en procurer 600 millions.

Cela influence naturellement nos plans en ce qui concerne l'allure du développement des éléments socialistes dans notre économie. Nous voulions investir dans notre industrie plus d'un milliard de roubles de capital nouveau, et maintenant nous ne savons pas si nous pourrons disposer de 700 millions dans ce but.

L'allure du développement de notre industrie a dû être ralentie. Pourquoi ? La cause de ce phénomène a été exposée de la manière suivante dans ma thèse économique acceptée à l'unanimité par le Comité Central : « Un certain progrès de la différenciation sociale dans les villages s'est fait constater cette année. Une quantité de blé relativement plus grande que l'année dernière a été concentrée entre les mains d'un groupe relativement insignifiant de paysans et l'influence économique de ce groupe a été fortifiée proportionnellement. S'appuyant là-dessus, la couche supérieure des *koulaks* aura une possibilité plus grande, en comparaison du passé, d'exercer une influence sur le développement de l'exécution de notre plan économique, naturellement dans le sens négatif, et elle tentera de donner à l'essor des forces productives du village une direction capitaliste. »

Nous pouvons discuter sur les forces de ce *koulak*, nous pouvons discuter sur le pourcentage de la classe paysanne représenté par le *koulak*, le paysan moyen et le paysan pauvre. La question du rapport des classes, la question de savoir qui, dans la situation actuelle, influence notre économie dans telle ou telle direction, n'en est pas changée.

L'immense chaudière petite-bourgeoise.

Le camarade Staline disait avec raison que la partie de la production des marchandises qui se trouve encore entre les mains des petites économies paysannes dispersées et des industriels, est plus grande que celle qui est dans les mains de l'industrie d'Etat.

Ces masses de petits producteurs veulent créer une expression à leur idéologie.

Il doit être clair pour nous que la pression de ces masses est extrêmement forte et que notre Etat, notre dictature exercent également une pression extraordinairement forte sur cette chaudière. Si la plus petite brèche est ouverte, toute la pression de cette idéologie qui nous est hostile affluera à cette brèche avec toute la force que seule une classe peut avoir. Et si nous ne nous sommes pas écartés du léninisme, même dans le point que notre Union représente une alliance de deux classes sous la conduite du prolétariat, nous devons comprendre que la plus petite brèche dans notre idéologie, dans notre politique, sera la soupape sur laquelle se concentrera la pression de toutes les tendances de cet élément petit-bourgeois réprimées par la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi la question des tendances qui se développent gagne une si grande importance, parce que nous devons juger sur la base de ces petites évaluations ces tendances beaucoup plus sérieuses qui cuisent dans cette immense chaudière petite-bourgeoise.

Voulez-vous que nous attendions jusqu'à ce que l'idéologie de ce paysan qui ne veut pas nous donner du blé dans la mesure indispensable à l'intérêt du développement du socialisme, qui ne veut pas nous vendre le blé à un prix avantageux pour l'ouvrier, et même finalement pour le paysan lui-même, que nous attendions jusqu'à ce que la psychologie de ce paysan se soit complètement cristallisée ?

Voulez-vous que cette pression reçoive une idéologie complètement exprimée dans la scission de notre presse ?

Ce serait contraire à l'intérêt de la classe ouvrière. C'est pourquoi ces forces qui cuisent dans la grande chaudière et qui sont opposées à notre construction socialiste font des efforts pour creuser une brèche, elles trouvent dans ces déviations,

dans ces éléments d'une nouvelle théorie et d'une nouvelle politique une expression que les professeurs rouges répandent avec la formule : « Le paysan moyen n'est pas un bourgeois », elles se manifestent dans le cri d'angoisse : « Ne faites pas sauter la Nep. »

Dans tout cela, la pression de l'élément petit-bourgeois, qui ne dispose pas d'une tribune propre, est perceptible et sensible. Cet élément tremble maintenant pour la Nep.

Quelqu'un se propose-t-il de faire sauter la Nep ? Non, nous avons besoin de la Nep pour le développement de notre industrie. Mais la Nep est utilisée également contre nous, et si on ouvre en ce moment le feu contre les camarades qui disent que les éléments capitalistes croissent, que la résistance de ces éléments capitalistes contre nos plans d'Etat grandit, c'est là une politique tout à fait fausse.

Je voudrais répondre aux questions qui se présentent à nous, sous une forme brève et concise :

1) *De quelle sorte est notre régime actuel ?* C'est un régime de transition, ni capitaliste ni socialiste, régime de transition du capitalisme au socialsme, avec une prédominance provisoire de la production de l'industrie d'Etat.

2) *Quel est le caractère de nos entreprises ?* Nos fabriques sont des entreprises du type socialiste-conséquent, mais elles ne représentent en aucun cas une réalisation du socialisme.

3) *Une marche en avant est-elle possible avec la Nep ?* Oui, la Nep elle-même a été créée dans l'intérêt d'une marche en avant. C'est une folie de demander, dans la cinquième année d'existence de la Nep, si une marche en avant est possible avec elle, car cette marche en avant se réalise tous les jours.

4) *Le koulak se fortifie-t-il ?* Oui, il se fortifie aussi bien politiquement qu'économiquement.

5) *Le paysan moyen est-il la figure centrale ?* Oui, c'est la figure centrale de l'agriculture, mais non la figure centrale du socialisme. La figure centrale du socialisme est la classe ouvrière.

6) *L'économie paysanne moyenne est-elle, d'après son type, une économie petite-bourgeoise ?* Oui. De même que nos fabriques sont du type socialiste-conséquent, de même nos économies paysannes moyennes sont du type petit-bourgeois.

7) *Y a-t-il chez nous une communauté de travail entre le type économique socialiste et le type petit-bourgeois ?* Oui, notre ordre repose sur le travail en commun de ces deux types économiques. C'est un travail en commun des formes étatistes, socialistes et petites-bourgeoises.

8) *La thèse de Lénine sur le caractère progressif des formes capitalistes d'Etat en face de l'élément petit-bourgeois dispersé, est-elle exacte ?* Oui, elle est exacte.

9) *Avons-nous besoin d'une alliance entre la classe ouvrière et la classe moyenne ? Ne peut-on pas la remplacer par une neutralisation ?* La neutralisation est une situation dans laquelle nous disons au paysan : « Je te laisse tranquille, laisse-moi tranquille ». Celui qui dirait maintenant : Je veux bâtir le socialisme sur cette base : la ville laisse le village tranquille et vice-versa, serait un idiot. La question de la neutralisation ne peut être évoquée que dans un but de polémique. Nous sommes pour l'alliance du prolétariat avec la masse principale de la classe paysanne, pour l'alliance du prolétariat des villes et des paysans pauvres avec les paysans moyens. Nous rejetons toute tentative de nous pousser dans la voie de la construction socialiste par les forces isolées de la classe ouvrière.

10) *Pourquoi avons-nous besoin de cette alliance ?* Avant tout pour former nos alliés. Comment pensons-nous les former ? Nous devons saisir ces paysans moyens par notre levier socialiste et diriger dans les voies socialistes leurs tendances élémentaires qui les portent inévitablement vers le capitalisme.

Dans quelle mesure cette tâche peut-elle être remplie ? Dans la mesure où progressent l'approvisionnement du village en tracteurs, l'électrification, les coopératives, les crédits d'Etat et l'appui donné à la petite paysannerie. Nous avons devant nous la tâche de diriger dans notre sillage socialiste la paysannerie moyenne qui se développe spontanément dans la direction capitaliste. Nous avons encore 99 p. 100 de cette tâche à remplir.

11) *Comment peut-on diriger la masse principale de la classe paysanne dans la voie socialiste ?* La dictature du prolétariat peut diriger ces masses dans les voies socialistes en utilisant ces deux leviers principaux :

a) L'industrie. Mais pour pouvoir jouer son rôle de levier principal, l'industrie doit être beaucoup plus développée qu'aujourd'hui.

b) Les coopératives. Le C. C. a déjà répondu à la question du rôle des coopératives dans les thèses économiques qu'il a adoptées. Oui, la coopérative est la voie principale par laquelle la classe paysanne vient au socialisme — non pas les formes coopératives vides, mais une coopérative qui repose sur la grande industrie mécanique et l'électrification, et qui est pénétrée par elles. Une telle coopérative peut combattre les effets économiques privés de la classe paysanne, donner à son économie des formes vraiment socialistes et unir la classe paysanne à la classe ouvrière dans l'œuvre de construction socialiste. Nous faisons les tout premiers pas dans cette direction.

12) *Malgré le retard de notre industrie, malgré le retard de la révolution mondiale, réaliserons-nous ce changement considéré par Lénine comme la prémisse de la création d'un ordre de coopératives socialistes ?* Nous nous trouvons au premier degré de ce développement, et celui qui dit plus, embellit la réalité.

Nous disons : Nous n'avons pas encore une industrie qui soit complètement socialiste, nous n'avons pas une coopérative qui groupe réellement les masses de la population et soit pénétrée de l'esprit socialiste. La classe paysanne ne marche pas encore chez nous en rangs serrés dans la voie du socialisme. Toutes ces tâches sont encore à réaliser, mais nous sommes cependant optimistes.

13) Et maintenant, nous répondons à la question : *ces tâches peuvent-elles être réalisées, c'est-à-dire construisons-nous le socialisme dans ce pays, malgré le retard de la révolution mondiale ? Surmonterons-nous les résistances ?* Oui, c'est aussi bien possible théoriquement — Lénine l'a prouvé — que pratiquement, si nous nous rendons compte exactement de toutes les difficultés et si nous concentrons le feu sur le danger véritable, si nous ne permettons pas que nos divergences d'opinion soient transformées en lutte d'organisation.

Ce sont là des vérités élémentaires. Mais on nous a mis dans une telle situation qu'après cinq ans, je suis dans la nécessité de répéter ces vérités élémentaires.

DÉCRETS HYPERFASCISTES
EN TUNISIE

Le Bloc des Gauches s'est surpassé : il vient de supprimer toute liberté de presse en Tunisie.

Le 28 janvier dernier, le Résident général de la République (*sic*) française a signé un décret qui, en plus d'une foule de dispositions de détail destinées à rendre de plus en plus difficile la parution des journaux indépendants, contient la disposition fondamentale suivante :

Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 100 à 3.000 francs, quiconque par des écrits, des actes ou des paroles publics ou non :

1° Provoque à la haine, au mépris ou à la déconsidération du Souverain, du Gouvernement, et de l'Administration du Protectorat, des fonctionnaires français ou tunisiens chargés du contrôle ou de la direction du Gouvernement ou de l'Administration du Protectorat, ainsi que des ministres français ou tunisiens investis des mêmes attributions;

2° Cherche à faire naître dans la population un mécontentement susceptible de troubler l'ordre public;

3° Excite la population à enfreindre la loi du pays.

Ainsi donc, personne ne pourra désormais, sans courir le risque de trois ans de prison, porter la moindre critique contre le Gouvernement ou l'Administration, contre les personnes ou contre les actes — toute critique étant naturellement susceptible d'entraîner de la « déconsidération » pour celui qui en est l'objet, et de faire naître du mécontentement chez ceux qui l'entendent, lorsqu'elle est fondée. Et cela, pas seulement même si la critique est faite par écrit, mais aussi si elle est seulement verbale; pas seulement même si elle est faite en public, mais aussi si elle a lieu au cours d'une conversation privée. Dites à votre femme que tel haut personnage a le nez mal fait, vous êtes passible de trois ans de prison. Gouvernement, Administration, fonctionnaires, sont proclamés tabous, eux et leurs œuvres. Défense d'y toucher... ou trois ans de prison.

Jamais aucun régime n'avait osé aller aussi loin. Fouillez la législation de la Restauration et de l'Empire, compulsez les textes relatifs au crime de lèse-majesté dans le royaume de Prusse, poussez même jusque dans la plus récente législation fasciste, *vous ne trouverez pas d'équivalents.* Ce n'est pas une loi fasciste, c'est une loi hyperfasciste, elle va au delà d'où, jusqu'ici, le fascisme a osé aller.

Les Tunisiens ont participé à la guerre mondiale « pour la Justice et la Liberté ». Par milliers, les tirailleurs tunisiens se sont fait tuer. Forts des promesses plus ou moins explicites qui leur avaient été faites alors, les Tunisiens pensaient que leur « loyalisme » recevrait après la « victoire » sa récompense sous la forme de la transformation progressive du régime de semi-liberté dont ils avaient joui jusque-là, en un régime de pleine liberté. Or quelle ne fut pas leur stupéfaction lorsqu'ils constatèrent dès le lendemain de l'armistice que loin d'aller de l'avant dans l'octroi des libertés, la puissance protectrice allait en arrière. Pas un décret, pas une mesure qui ne marquât une régression sur la période d'avant-guerre, depuis l'établissement de la nécessité de l'autorisation préalable pour les journaux de langue arabe jusqu'à la condamnation à l'exil des militants syndicaux, en passant par la tuerie de Bizerte.

Cette politique de la schlague ne pouvait pas ne pas porter ses fruits; elle les a portés. Pour des raisons qu'il est inutile de rechercher pour le moment, les Tunisiens préféraient, jusqu'à ces derniers temps, être sous le joug de la France plutôt que sous celui de l'Italie. Entre la domination française et l'indépendance, ils eussent préféré, certes, l'indépendance, mais entre la France et l'Italie, ils préféraient la France. C'est ce sentiment qui permit à la bourgeoisie française de se maintenir pendant près de cinquante ans sans grandes difficultés en Tunisie, malgré les convoitises italiennes.

Les partis « démocratiques » sont arrivés au pouvoir; il y a dix-huit mois qu'ils gouvernent, et en ces dix-huit mois ils ont fait cent fois pire que le Bloc National en cinq ans. Les Tunisiens sont donc fixés; ils savent que de la France, que ce soit la France « démocratique » ou la France « réactionnaire », ils ne peuvent attendre que la schlague; leur position dans la rivalité italo-française en a été changée du tout au tout. Tout plutôt que la France, tout plutôt que la « démocratie » française... même Mussolini.

Les Italiens ont compris l'importance de ce changement, la valeur de ce poids de deux millions d'êtres que le Bloc des Gauches vient de rejeter dans l'autre plateau de la balance; c'est pour cela que les affirmations de Mussolini concernant le besoin d'expansion de l'Italie se font de plus en plus pressantes; c'est pourquoi à Tunis même, les Italiens, naguère si humbles, étalent maintenant leur arrogance, frappant des Français en pleine rue; hier ce n'était encore qu'un simple passant français qui était frappé parce que ne s'étant pas découvert alors qu'on jouait l'hymne royal italien, aujourd'hui c'est le bâtonnier de Tunis, lui-même, membre français du Grand Conseil, qui est frappé pour avoir émis des opinions désobligeantes à l'égard du fascisme. Que demain se produise une crise quelconque, la moindre conjoncture internationale favorable, et les Italiens seront sans coup férir maîtres de la Tunisie (1), car ils peuvent compter dès maintenant sur l'appui de deux millions d'indigènes qui se lèveront comme un seul homme, à leurs côtés.

M. Mussolini, vous pouvez venir, la poire est mûre. D'Herriot à Briand, les gouvernants du Bloc des Gauches vous l'ont mûrie à point.

R. L.

---

(1) Les bourgeois français commencent à s'émouvoir des menaces de Mussolini. Le sénateur de Kerguézec vient à ce sujet de pousser un cri d'alarme dans le *Matin.* Mais le pauvre s'imagine qu'il suffira de quelques croiseurs de plus pour pouvoir conserver l'Afrique du Nord. Enfantillage ! Dans l'état d'équilibre auquel sont arrivées les forces respectives de la France et de l'Italie, un seul facteur possède assez de poids pour entraîner la décision : c'est la masse des habitants mêmes du pays. Au lieu de demander des croiseurs, vous agiriez plus efficacement, M. de Kerguézec, pour la cause que vous défendez, en demandant qu'on rapporte les décrets du 28 janvier... mais *quos vult perdere...*

L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

L'agitation qui se manifeste parmi le personnel féminin des P. T. T. remet au premier plan une question qui a déjà donné lieu à nombre de dicours et fait verser des flots d'encre : la question de l'égalité de salaire entre les deux sexes.

Elle a été résolue au profit des institutrices durant l'année qui a précédé la guerre, mais la réalisation ne s'en est trouvée accomplie qu'en 1919. En refaire l'historique c'est montrer une fois de plus à la classe ouvrière, aux travailleuses en particulier, que la justice d'un principe ne suffit pas à le faire passer dans la pratique, qu'il faut y joindre l'action ferme et coordonnée de ceux au profit de qui il doit s'appliquer.

La question de l'égalité de traitement entre les instituteurs et les institutrices fut discutée d'abord dans les milieux gouvernementaux et parlementaires ; le personnel enseignant était encore sans organisation, sans vie corporative, à peine libéré du joug clérical, encore sous le coup de la surveillance sournoise ou avouée des gens d'église.

Paul Bert, le 7 février 1882, soumettait au Parlement une proposition de loi « sur l'organisation de l'ensesignement primaire et sur le traitement des instituteurs » dans laquelle il adopte nettement le principe de l'égalité de salaire pour les deux sexes.

« Pourvues des mêmes titres, ayant à supporter les mêmes charges que les instituteurs, il nous a semblé qu'il n'était ni possible, ni juste de retenir plus longtemps les institutrices dans une situation inférieure, il y a là un intérêt social et une raison d'équité qui ne vous échapperont pas et qui vous détermineront à sanctionner de votre vote nos propositions. »

Le 16 février suivant, le Gouvernement déposait à son tour un projet de loi établissant une différence de 100 francs au début et de 300 francs en fin de carrière entre les traitements des instituteurs et ceux des institutrices.

Soutenu par une commission spéciale de la Chambre, Paul Bert entrait en lutte contre le projet du Gouvernement et défendait sa proposition primitive qui établissait l'égalité.

« Nous n'avons pu, disait-il, admettre cette inégalité que rien ne justifie, sinon les vieux préjugés sur l'infériorité sociale des femmes. On exige des institutrices les mêmes grades que des instituteurs : on leur impose le même travail, les mêmes fatigues, on leur doit la même rémunération.

« On ne peut aborder de front ce raisonnement sans réplique. Mais on allègue le bas prix auquel est payé d'ordinaire le travail féminin, et l'on essaye d'excuser l'iniquité d'un traitement dissemblable en invoquant l'esprit d'économie des femmes, le peu de dépense de leur entretien, les faibles charges d'une institutrice, ordinairement célibataire, comparées à celles d'un instituteur père de famille... »

Quelque temps après, deuxième rapport de Paul Bert dans le même sens. L'an d'après, rapport supplémentaire. Nous arrivons ainsi en 1884. Jules Roche, rapporteur de la Commission du Budget, d'accord avec le Gouvernement combat l'égalité de traitement. Il insiste sur

« l'impossibilité, sans créer des impôts nouveaux, de voter les dispositions du projet de loi entraînant des conséquences financières et l'impossibilité, sans de très graves inconvénients, de frapper le pays à l'heure présente, de ces impôts nouveaux ».

Ce n'était pas la première fois,... ni la dernière non plus, nous en avons eu la preuve toute récente, qu'un gouvernement se retranchait derrière des raisons budgétaires pour refuser une réforme qui ne lui convenait pas !

Paul Bert revint à la charge sans succès.

Fallières, ministre de l'Instruction publique intervint à son tour et commença par se déclarer d'accord sur le principe de l'égalité :

« Nous avons pensé, comme la Commission, qu'il n'y avait pas de différence à faire entre les instituteurs et les institutrices et que là où on demande l'égalité d'efforts, égalité de services et égalité de savoir, il convenait d'établir aussi l'égalité de traitement. »

Mais en accord sur le principe, on remit la pratique à plus tard en ajournant après une longue discussion dans laquelle Jules Ferry dut plusieurs fois faire intervenir, la question des traitements du personnel.

Si nous avons donné avec quelque détail le récit de ces premières luttes c'est qu'elles permettent de juger à quel point l'action des intéressés est seule véritablement féconde. On ne saurait contester la bonne volonté de Paul Bert, ni sa ténacité. Qu'a-t-il manqué à ce moment pour que la réforme se fît ? Uniquement la force travailleuse organisée pour exiger son dû.

La question remise à plus tard, revint à chaque occasion où les traitements du personnel enseignant furent en cause.

Votée par la Chambre en 1887, l'égalité de traitement fut repoussée par le Sénat et la loi de juillet 1889, aboutissant de ces nouveaux débats, réalisa seulement l'égalité pour les deux classes de début tandis qu'elle augmen-

tait l'écart pour les classes les mieux rétribuées.

La loi de 1889 fut revisée en 1893 et malgré une importante intervention au Sénat en faveur de l'égalité, par M. Lefèvre, sénateur de la Seine, on fit de nouveau jouer les nécessités budgétaires contre les institutrices.

⁂

Cependant, vers cette époque un nouveau facteur entre en jeu : le personnel enseignant comprend la valeur du groupement corporatif comme organe de revendication. Le caractère de ses associations change. Primitivement, celles-ci étaient des sortes de groupements semi-officiels, où quelques instituteurs bien cotés donnaient une réplique aimable aux préfets et aux Inspecteurs d'Académie.

Avec les années, des Amicales plus indépendantes et des Syndicats prirent vie et firent entendre, plus nette, la voix du personnel. Naturellement une des premières questions posées par la Fédération des Amicales fut celle des traitements et avec elle celle de l'égalité. Le nouveau relèvement aboutit à ce qu'on a nommé « la loi Simyan » et qui était en réalité le paragraphe 52 de la loi de finances de 1905. Encore une fois les institutrices furent lésées; elles purent constater, à ce moment, que leur revendication n'était pas toujours soutenue avec beaucoup d'énergie par certains instituteurs et qu'elle était assez âprement combattue par d'autres.

En 1907, une commission extraparlementaire émit, sur la proposition de M. Liard, un vœu en faveur de l'égalité de traitement : ce ne fut qu'une manifestation toute platonique.

Alors, les institutrices qui avaient, avec constance, cru aux promesses parlementaires ou gouvernementales, qui s'en étaient ensuite remises à l'action de leurs groupements mixtes, sentirent la nécessité de s'organiser pour faire avancer la réforme qu'elles attendaient depuis si longtemps. Une institutrice de Nancy, Marie Guérin, lança l'idée d'une Fédération féministe au sein des groupements corporatifs pour documenter les institutrices, pour préparer l'étude des questions plus spécialement féminines et en particulier celle de l'égalité de traitement.

L'action des institutrices groupées se fit bientôt sentir dans les congrès. Le Congrès de Clermont, en 1907, incorpora l'égalité de traitement dans la liste des revendications du personnel enseignant ; le Congrès de Nancy, en 1909, lui donna le premier rang dans cette liste. Cela n'alla pas tout seul avec beaucoup d'instituteurs. Tant que l'égalité de traitement n'était qu'une formule, cela n'était guère gênant à leurs yeux, ce qui le devenait, c'est qu'elle passât au premier rang. Ce fut un joli tapage ! La Fédération féministe fut attaquée durement. « Vous faites du séparatisme ! » criait-on à Marie Guérin. Et celle-ci avait beau s'en défendre, aller dans tous les congrès des Amicales et des Syndicats, elle était en butte à des attaques venues de tous côtés.

Plus l'action se resserra au Parlement et auprès du Gouvernement, plus elle s'intensifia au sein des groupements, plus la lutte devint âpre.

En 1910, Ferdinand Buisson avait, à la Chambre, fait voter un projet de résolution favorable à l'égalité de traitement. En 1911-1912, M. Louis Marin déposait une proposition de loi pour la réaliser dans l'enseignement.

Les institutrices manifestèrent. Aux élections pour le Conseil départemental, un grand nombre d'entre elles envoyèrent leurs bulletins de vote avec la seule mention : « Egalité de traitement. »

D'autre part, elles défendaient inlassablement leur revendication contre leurs adversaires dans la corporation.

Les traitements ridiculement bas du personnel enseignant nécessitaient un relèvement sérieux. Le recrutement des instituteurs tarissait. Le Gouvernement se trouvait dans la nécessité de nommer des institutrices dans les écoles mixtes, de remplir certains postes dans les écoles de garçons par du personnel féminin. Les instituteurs clairvoyants comprirent que le maintien des bas salaires pour les institutrices aboutirait, au bout de quelques années à évincer les instituteurs de la fonction enseignante. Ils soutinrent donc de tout leur pouvoir la réalisation de l'égalité de traitement.

Par contre, d'autres craignirent que l'égalité de traitement ne fît du tort au relèvement nécessaire.

Je me rappelle encore comment, en 1912, au Congrès des Syndicats, à Chambéry, un de nos bons camarades combattait l'égalité de traitement pour cette raison. Il nous disait : « Institutrices, vous profiterez du relèvement plus que de l'égalité. En maintenant votre revendication, vous nuisez au relèvement général. » Et il trouvait de l'écho notre camarade, lorsqu'il présentait le dilemme : « Egalité ou Relèvement », en concluant pour le relèvement. A quoi Marie Guillot rétorquait : « Question mal posée ! Ce que nous voulons c'est Egalité ET Relèvement ! » La thèse des institutrices finit par l'emporter.

De leur côté, les institutrices amicalistes avaient, l'année précédente, au Congrès de la Fédération des Amicales, à Nantes, réussi, en se concertant, à faire élire un solide groupe de militantes à la Commission permanente de la Fédération.

Les démarches reprirent; des meetings publics furent organisés. Les déléguées des institutrices allaient défendre leur cause auprès des présidents de la Commission de l'Enseignement et de la Commission des finances. Elles demandaient, selon les fluctuations de la

vie parlementaire, le vote de la proposition Marin, ou bien l'incorporation de la réforme dans la loi de finances.

Elles allaient affirmer l'identité de leur travail avec celui des instituteurs; elles apportaient des chiffres sur le nombre d'élèves entassées dans les classes confiées aux institutrices; elles montraient, par des exemples précis, quelles charges pouvaient s'imposer à l'institutrice célibataire; elles combattaient les préjugés sans cesse renaissants comme celui-ci, affirmé par le rapporteur du budget : « La morale veut que l'homme nourrisse la femme. Il est donc normal que celle-ci ne reçoive qu'un salaire d'appoint. » Les militants instituteurs soutenaient leurs collègues dans cette lutte et engageaient dans la bataille la force des groupements corporatifs.

Mais, d'autre part, certaines associations enseignantes rétrogrades intervenaient sournoisement contre l'égalité de traitement et réclamaient de préférence un relèvement plus fort. Des instituteurs, électeurs influents, employaient leur influence sur leurs élus à discréditer la revendication de leurs collègues femmes.

Au nombre des adversaires des institutrices, on compta même une délégation d'industriels qui arguèrent de la répercussion de l'égalité de traitement des institutrices sur les salaires de leur personnel féminin !

Toutefois, la Chambre des députés ne vota pas la proposition Louis Marin qui eût été la reconnaissance officielle de l'égalité économique des deux sexes. L'égalité de traitement entra dans la pratique par la petite porte, c'est-à-dire par la loi de finances, et encore, réalisable en cinq années. Le Sénat, cette fois, ne fit pas d'opposition.

***

Au récent meeting tenu à l'Hôtel des Sociétés savantes par nos camarades postières, aujourd'hui engagées dans une lutte semblable, nous avons retrouvé l'atmosphère dans laquelle nous vivions, il y a une vingtaine d'années. Nous avons vu, avec joie, que nos camarades tendaient à s'organiser pour la conquête de l'égalité de rétribution, mais qu'elles étaient fermement résolues à le faire au sein même des organisations syndicales. C'est la méthode, en effet, qui donne de la cohésion aux revendications féminines sans émietter les forces corporatives.

Et puisque je parle de cette belle et vivante réunion — dont, entre parenthèses, le *Quotidien* et le *Peuple* ont donné des comptes rendus si tendancieux ! — je voudrais dire un mot de l'intervention de Mme Maria Vérone.

Celle-ci a montré, à juste titre, aux camarades postières combien la femme était handicapée dans sa vie quotidienne par l'infériorité de sa situation civile et politique, mais il est un point sur lequel il me paraît qu'elle s'est méprise. Elle a dit aux assistantes : « Lorsqu'il y a quelques années nous vous parlions de vos droits, vous ne nous écoutiez pas. Mais aujourd'hui que votre porte-monnaie est en jeu, nous vous voyons vous dresser avec vigueur. »

N'en déplaise à Mme Maria Vérone, il y avait une impression plus haute à emporter de cette belle manifestation.

En réclamant leur assimilation aux commis des Postes les dames employées ne défendent pas uniquement « leur porte-monnaie ».

Ce qui apparut lumineusement dans toutes les interventions, ce dont elles ont conscience par-dessus tout, les travailleuses des Postes, c'est de *la valeur de leur travail*. C'est cela surtout qu'elles ont défendu avec vigueur. Elles ont acquis la perception nette de la valeur sociale de la tâche qu'elles accomplissent; c'est cela dont elles veulent le respect, respect qui sera matérialisé par leur assimilation, quant à la rétribution, aux commis des Postes. Cette conscience ouvrière est de beaucoup supérieure aux fumeuses notions de Droit et de Justice (avec majuscules), et c'est cela qui se manifestait avec plus de véhémence que de correction dans l'exclamation d'une de mes voisines, au moment où Mlle Thomas parlait du traitement des institutrices : « Le traitement des institutrices ! Je m'en fous ! Je fais un travail de commis ! Je veux être payée comme un commis ! »

Nous espérons que nos camarades postières, mieux armées pour la lutte que les institutrices, bénéficiant au surplus de l'exemple de celles-ci, n'attendront pas aussi longtemps qu'elles pour voir leur labeur apprécié comme celui de leurs collègues masculins, et qu'après elles, d'autres catégories d'exploitées seront, à leur tour, entraînées dans la voie de l'émancipation économique.

MARTHE BIGOT.

Le Collier de Perles

« ...*Il n'est pas mauvais, je pense, pour le Parti communiste français, que ce soit sur l'intervention de l'un des siens, que l'opinion ait été saisie et que les Américains aient été appelés à la prudence...* »
MARCEL CACHIN (*Humanité*, 24 janvier 1926).

***

« *A défaut du Soviet, la R. P. intégrale !* »
Humanité, 8 janvier 1926.

***

« *Le Parti communiste est pour le maintien intégral de la petite et moyenne propriété.* »
P. PUJOL.
(*La Lutte Sociale*, organe du Parti communiste en Algérie, 5 février 1926.)

***

« *Journée de fièvre et d'espoir.* »
L'*Humanité*, 22 février 1926.
(Compte rendu de l'élection municipale du quartier de la Maison-Blanche.)

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

LETTRE D'ANGLETERRE

Contre Mac Donald.

Il s'est passé peu de choses dignes d'être notées, en Angleterre, au cours de ce dernier mois. Le Parlement a repris ses travaux et l'attitude du Labour Party, dans l'ensemble, s'est sensiblement améliorée. A part certaines exceptions notoires, il est possible de dégager de leurs discours la conclusion que les députés travaillistes se sont progressivement rendus compte qu'ils sont aux Communes pour parler au nom d'une classe opprimée, que les tories et les libéraux qui leur font face ne sont pas « right honourable friends » (de très honorables amis) — selon l'expression conventionnelle consacrée par la coutume parlementaire — mais des ennemis de classe sans la moindre parcelle d'honneur. De plus, le Labour Party a commencé à tenter d'exercer un contrôle nécessaire sur son leader M. Mac Donald. Il a décidé que tous les membres de l'Exécutif élu siégeraient désormais sur les « front benches ». Ceci peut sembler une plaisanterie, mais il n'en est rien. Les « front benches » sont réservés exclusivement aux ministres et anciens ministres, et cette décision est un avertissement pour Mac Donald que le prochain cabinet travailliste sera choisi non par lui mais par le parti même.

En dehors de ceci, il n'y a, en fait, point de nouvelles. Les trades unions sont silencieuses, les sections locales du Labour Party ne bougent pas, même les communistes officiels n'ont pas imprimé quelque mensonge sensationnel ni commis quelque grosse bêtise. Il y a eu une menace de grève chez les cheminots, mais J. H. Thomas a joué, comme à l'ordinaire son rôle de valet des capitalistes et il a réussi à l'enrayer à temps. La partie consciente de la masse des cheminots est furieuse, mais Thomas se sent assez solide encore pour s'en moquer et je crains qu'il n'ait raison.

Néanmoins, il y a des choses qui couvent sous la surface paisible. Cette pause donne l'occasion de réfléchir et l'information que je reçois indique que la position de Mac Donald, comme leader du Labour Party, et ainsi des travailleurs britanniques, est sérieusement ébranlée. Sauf pour la période très courte qui suivit la chute du ministère travailliste, je ne pense pas qu'il ait jamais été en plus grand danger. Aucune section du Parti n'a confiance en lui et il est l'objet d'une étroite surveillance. De plus, un candidat rival est apparu. Jusqu'à ces derniers temps le seul autre leader possible était Lansbury qui n'aurait reçu l'appui que de ceux qui croient en une politique de lutte de classe. Mais maintenant on sait, dans le petit cercle dirigeant (quelle atmosphère byzantine dans le Parti des ouvriers britanniques !) qu'Arthur Henderson ne refuserait pas... etc. etc.

Il y aurait un avantage considérable dans le remplacement de Mac Donald par Henderson. A lui seul, le renversement de l'homme qui a fait plus pour la réaction que tout autre leader travailliste (Thomas excepté) serait une grande chose. Le fait que Mac Donald ne serait plus qu'une idole déchue affaiblirait les ennemis de la révolution dans chaque mouvement ouvrier du monde. Mais il y a également ceci à considérer. Henderson est, lui aussi, un réactionnaire et un réformiste. Mais il est, avant tout, le serviteur de la machine du Parti qu'il a bâti. Il s'efforce réellement (ce qui est assez rare) de respecter les décisions de congrès, quel que soit leur caractère. Il est strictement loyal au Parti. La différence entre les deux hommes peut être montrée par un exemple. Si un congrès du Parti décidait d'admettre les communistes, Henderson le maudirait, mais il appliquerait les décisions prises. Mac Donald les saboterait. Ainsi Henderson, comme leader du Labour Party, pourrait devenir l'agent d'une vigoureuse politique de classe, à condition que cette politique eût l'assentiment de la masse du Parti. Mac Donald ne le pourrait jamais.

Le vent souffle aussi dans l'I. L. P. Les camarades qui ont étudié la situation anglaise savent que l'I. L. P. (Independent Labour Party) est un parti socialiste dans le Labour Party et auquel la majorité des députés travaillistes appartient. Il a adopté récemment un nouveau programme politique et économique qui, bien que manquant de clarté et de fermeté, constitue un pas en avant sur le passé. Il a exclu un de ses membres, un député, Spoor, qui prônait l'alliance avec les libéraux. Sa nouvelle campagne pour la fusion de la seconde et de la troisième Internationales est une autre preuve de ses bonnes intentions et elle constitue un défi délibéré à l'égard des leaders anticommunistes du Labour Party, bien qu'il n'en puisse rien sortir.

Ce changement est dû en grande part à l'action d'un groupe de jeunes socialistes qui s'efforcent de purger le vieux parti de Keir Hardie de ses acquisitions libérales et voudraient le mettre en état de remplir sa tâche originelle, c'est-à-dire de diriger le Labour Party et de l'orienter vers une vigoureuse politique socialiste. Dans la pensée de Lénine, ce devait être là le rôle du Parti communiste, mais celui-ci a complètement échoué sur ce point. L'organe officiel de l'I. L. P., le *New Leader*, est dirigé par un homme de la gauche; le secrétaire du Parti, A.-F. Brockway, appartient au même groupe, et au Congrès de Pâques du Parti, James Maxton, représentant du groupe prolétarien de Glascow sera élu président. On avait parlé de la candidature de Mac Donald à la présidence, mais celui-ci a fait savoir qu'il la déclinait, dès qu'il s'est rendu compte que Maxton était sûr de l'emporter.

Ce nouveau groupe n'est pas communiste, naturellement : il est révolutionnaire et pénétré de la conscience de classe, avec un attachement excessif au parlementarisme et un manque d'appréciation de l'importance de l'action directe ouvrière ; de plus, il est imbu des préjugés du socialisme britannique traditionnel sur la question de la violence. Il a, en outre, une très lourde tâche dans sa tentative d'anéantir la « libéralisation » de l'I. L. P. et son courage, et encore plus son énergie, peuvent faillir. — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres, 24 février 1926.

DANS LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

L'EXÉCUTION DE MASLOV

La Rote Fahne, *de Berlin, a publié le 5 janvier une correspondance de Moscou relative au cas Maslov; il serait plus exact de dire à l'exécution de Maslov. Les anciens alliés et amis français de Maslov gardant le silence, nous sommes obligés de suppléer à cette absence d'information. Nous ne le ferons pas cependans sans observer que la façon de lui tomber dessus aujourd'hui, en ajoutant de nombreux ragots aux raisons sérieuses de le condamner, n'est guère plus digne que la façon de le hisser, hier, à la direction du Parti allemand.*

Moscou, 31 décembre. — Pendant la séance de clôture du XIVe Congrès du Parti communiste russe, le secrétaire du Præsidium donna lecture d'une lettre de Ruth Fischer au Congrès, disant :

« D'après ma conviction bien établie, l'attitude de Maslov devant le tribunal bourgeois non seulement n'a pas besoin d'excuses, mais constitue une représentation hors ligne de l'idée et du Parti communistes. Les attaques contre Maslov se sont produites, à mon avis, pour des motifs politiques, afin de le discréditer personnellement. »

Après la lecture de la lettre de Ruth Fischer, il fut donné connaissance d'une déclaration faite par Otto Kühne et Heinz Neumann, parlant au nom de la délégation du Comité central du Parti communiste allemand auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Cette déclaration établit que : 1° Ruth Fischer n'avait nullement le mandat de faire une déclaration sur le cas Maslov comme membre du Comité central du Parti communiste allemand; 2° sa déclaration est en contradiction formelle avec la version du Comité central et les résolutions de la Conférence du Parti communiste allemand ; 3° puisque Ruth Fischer brise pour la première fois, comme membre du Comité central, le silence décidé par la Conférence du Parti sur la résolution concernant l'affaire Maslov, nous sommes dans l'obligation, comme réponse à son faux exposé, de communiquer le texte des principaux passages de cette résolution.

Le texte dont il est donné connaissance dit entre autres : « La première Conférence nationale du Parti affirme que l'attitude de Maslov devant le tribunal d'Etat a été indigne d'un chef du Parti révolutionnaire, d'un chef du Parti communiste allemand. Jamais encore, au cours d'un procès de révolutionnaires allemands, les buts révolutionnaires du Parti communiste ne furent aussi indignement représentés qu'ils le furent dans le procès Maslov. La Conférence estime absolument inadmissibles les moyens de défense employés dans le procès Maslov, tels que celui consistant à nier la liaison des camarades responsables de Berlin avec la Centrale et à faire valoir l'opposition de Maslov à la Centrale pour dégager sa responsabilité : la Conférence blâme l'attitude de Maslov et remet l'ensemble des matériaux de l'affaire à la Commission internationale de contrôle, pour un rigoureux examen et une décision définitive. »

La déclaration de Kühne et Neumann dit en outre que l'assertion de Ruth Fischer, d'après laquelle l'attaque contre Maslov « vise à le discréditer personnellement », est un coup inouï porté aux plus hauts organes du Parti communiste allemand et du Komintern.

Pour montrer ce que vaut l'affirmation de Ruth Fischer, disant que l'attitude de Maslov devant le tribunal bourgeois non seulement n'a pas besoin d'excuse, mais constitue une représentation hors ligne des idées et du Parti communiste, les passages suivants du procès-verbal sténographique du procès Maslov sont présentés :

« Maslov a désigné le mot d'ordre du gouvernement des ouvriers et paysans comme n'étant « pas même un bon mot d'ordre de propagande. » (Procès-verbal, p. 53.) Il a déclaré à ce sujet : « Nous, Berlinois, n'étions pas d'accord avec cela, nous nous sentions liés par la discipline du Parti. » Maslov a fait montre, devant le tribunal bourgeois, de son pessimisme relativement au développement révolutionnaire. Maslov a dénoncé sans scrupule les participants à la session de l'Exécutif de janvier 1923, décrétée d'accusation, quand il a dit : « Bien des personnes ont assisté à la session de l'Exécutif. Il n'y a pas de raison pour qu'une procédure ait été engagée contre moi seul. » Le procureur impérial a aussitôt répondu : « Contre d'autres participants aussi des poursuites sont engagées. » (Procès-verbal, p. 64-65.) Maslov a tenté aussi de décharger de responsabilités la direction du district de Berlin en désavouant le Comité central et particulièrement en déclarant que la direction du district de Berlin et la Centrale d'empire étaient dans le Parti deux adversaires. (Procès-verbal, p. 71.) Il a dénoncé directement le Comité central comme lui ayant expédié un tract poursuivi pour haute trahison. (Procès-verbal, p. 8.) D'autres passages, qui furent lus, du procès-verbal, il résulte que Maslov a exploité les différends avec le Comité exécutif de l'Internationale communiste pour se décharger et qu'il a déclaré qu'on « l'emprisonnerait à Moscou ». En contradiction avec les directives publiées par le Parti pour les prisonniers politiques, Maslov a reconnu sans difficulté comme authentiques les procès-verbaux et les lettres qui lui furent présentés par la police et la justice bourgeoises, bien que le sans-parti Schumacher les eût désignés comme des falsifications.

A la fin de la déclaration, il est dit que le XIVe Congrès du Parti communiste russe et l'ensemble du Komintern peuvent juger d'après ces faits, que les résolutions de la Conférence du Parti allemand et de la Commission internationale de contrôle ont signalé à bon droit l'attitude de Maslov devant le tribunal d'Etat comme indigne d'un chef de Parti révolutionnaire. (Cris répétés de : Honte ! poussés par les délégués.)

Après que le Congrès, dans sa séance de clôture, eut été mis en présence de la déclaration contradictoire des délégués du Parti allemand au Comité exécutif de l'Internationale communiste, il lui fut apporté la déclaration suivante, de Lominadsé, membre du Parti russe :

« Combien l'attitude de Maslov devant le tribunal bourgeois fut indigne, le texte de la résolution adoptée le 22 novembre, par la Commission internationale de controôle le signifie : « Après avoir pris connaissance de la sténographie du discours de Maslov devant le tribunal, la Commission de contrôle estime son attitude indigne et inconciliable avec la qualité de membre du Parti, et surtout avec la qualité de chef intellectuel de ce Parti et de membre du Comité central. L'enquête sur la situation future de Maslov par rapport au Parti ne pourra se poursuivre que quand la Commission internationale de contrôle aura la possibilité d'entendre personnellement Maslov. »

Le camarade Lominadsé rapporte en outre les faits suivants, comme significatifs de l'attitude de Maslov :

A l'occasion de la proposition faite par les communistes au Landtag de Saxe, au sujet de la modification du régime des prisons et de l'amnistie pour les prisonniers politiques, le ministre de la Justice de Saxe donne lecture de l'extrait suivant d'une lettre écrite de la prison par Maslov :

« Tout va bien en prison. Les employés sont polis, corrects et prévenants. Ceci sans exception. Je me trouve ici aussi bien que le permettent les circonstances et suis toujours surpris par les découvertes que les bons amis font dans la presse. »

Par cette déclaration, Maslov a nui à la lutte des travailleurs allemands pour l'amnistie et pour l'adoucissement du régime pénitentiaire. On ne peut qu'être étonné qu'un révolutionnaire puisse s'exprimer ainsi sur l'insupportable régime des prisons allemandes.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

UN MANIFESTE AUX SYNDIQUÉS DE LA C. G. T. U.

POURQUOI CE MALAISE ?

Un malaise pèse sur la C. G. T. U., un malaise grave et indéniable. Depuis un an, il n'a fait que s'aggraver. Déjà il a produit de tristes résultats : baisse des effectifs, dégoût de nombreux militants et surtout impuissance dans l'action.

Légitimement inquiets, nous estimons devoir rompre le silence et dire quelles sont, à notre sens, les causes de ce malaise. Nous le faisons dans l'intérêt même de la C. G. T. U., que nous avons à cœur de voir grandir. Sa croissance ne peut que hâter la reconstitution de l'unité, en obligeant les organisations adverses à compter avec elle. Son renforcement fera la démonstration que l'esprit révolutionnaire et l'esprit d'organisation, loin de s'exclure, peuvent se fortifier l'un l'autre.

Tant que la scission ne sera pas réparée, la C. G. T. U. doit rester, par le nombre et par l'influence, la principale organisation centrale de la classe ouvrière française. Or, en 1925 ses effectifs ont fléchi, peut-être au point de descendre au-dessous de ceux de la C. G. T. Son influence, qui avait été entamée par une conception ridicule de la campagne contre la guerre du Maroc, a reçu un rude coup par l'échec de la grève générale du 12 octobre.

Contre le Comité d'action permanent Pour les accords circonstanciels.

Nous demeurons fidèles à l'idée du Comité d'action momentané, chaque fois que les circonstances l'exigent. Mais l'expérience vient de montrer le danger du Comité d'action permanent, où la C. G. T. U. ne traite point d'égale à égale. Quand on admet que le Parti communiste doit diriger, on admet en même temps que les autres n'ont plus qu'à suivre. La C. G. T. U. a suivi docilement. Elle a suivi d'une façon permanente. Elle suit encore.

Toute discussion des mots d'ordre du Comité d'action contre la guerre du Maroc fut interdite dans les assemblées syndicales. Au Congrès confédéral de Paris, un délégué qui s'était permis de douter de leur valeur s'est vu signifier que sa place n'était pas dans le Congrès.

En faisant sien le mot d'ordre de fraternisation et d'évacuation militaire du Maroc, la C. G. T. U. s'est isolée du courant populaire pour la paix. Elle a fourni au gouvernement et à la presse le moyen de briser son action. Elle a permis à la C. G. T. Lafayette de se dérober et de ramener dans l'inaction, les Syndicats confédérés disposés à agir contre la guerre.

On a saboté, une fois de plus, le front unique syndical en lançant le mot d'ordre de plébiscite en Alsace-Lorraine au lendemain du jour où l'Union départementale confédérée avait décidé de se joindre à la grève.

Au moment le plus mauvais pour la réussite d'une grève générale, on a voulu lancer les travailleurs. En dépit des sacrifices héroïques des militants du rang, ç'a été l'échec.

Qui en porte la responsabilité ? « La classe ouvrière qui n'a pas appliqué les décisions des Congrès ouvriers et du Congrès confédéral », osent dire certains. Nous disons que les responsables ce sont les dirigeants du Comité d'action, c'est-à-dire les dirigeants du Parti communiste et de la C. G. T. U.

Si les militants avaient pu dire leur pensée, sans crainte de se faire insulter comme contre-révolutionnaires, si l'on n'avait pas confondu une expédition coloniale avec une guerre entre états européens, si l'on ne s'était pas laissé tromper par son propre bluff et sa propre démagogie, si l'on avait voulu faire autre chose qu'une expérience, la campagne contre la guerre du Maroc aurait été autrement féconde en résultats. Au lieu du néant, on aurait sûrement enregistré la fin de la guerre et marqué une victoire ouvrière.

La valse des mots d'ordre.

Les dirigeants de la C. G. T. U. ne sont pas chiches de mots d'ordre. Comptons les moins anciens : Plus de grèves partielles ! Pas de salaires au-dessous de 20 francs ! Augmentation de 6 francs par jour ! L'unité en 1925 ! Sus à l'inflation ! Le salaire or ! En avant pour l'échelle mobile ! etc. etc....

Issu de la grève de Douarnenez, le mot d'ordre des 20 francs par jour n'était pas sitôt lancé qu'il était oublié. Le mot d'ordre contre les grèves partielles avait pris le même chemin. Dans une période où l'on est incapable de faire des grèves généralisées, déclarer qu'il ne faut plus de grèves partielles équivaut à dire : plus d'action du tout.

Contre l'inflation et contre la vie chère, que peut la classe ouvrière, sinon lutter sans cesse, à coup de grèves partielles répétées ? Les travailleurs ne peuvent arrêter ni l'inflation, ni la vie chère, mais contre l'une et l'autre ils doivent revendiquer constamment des augmentations de salaires.

Aujourd'hui le mot d'ordre de l'échelle mobile est repris aux réformistes sans le moindre examen préalable. Les problèmes qu'il soulève apparaissent seulement. On ne s'était pas demandé s'il n'impliquait pas l'existence d'un contrat établissant un salaire minimum de base. On ne s'était pas aperçu qu'il posait la question de la participation aux commissions mixtes.

La valse des mots d'ordre étourdit les syndiqués. Elle les empêche de voir la réalité et d'accomplir leurs tâches journalières.

La pente fatale.

La C. G. T. U. est sur la pente du syndicalisme de secte. Non seulement elle a accroché au-dessus de sa porte une enseigne communiste — comme sa première Commission exécutive y avait accroché une enseigne anarchiste — mais depuis qu'elle est la « suivante » du Parti communiste on n'entend plus que de grandes phrases sur la nécessité d'une « direction homogène » de la base au faîte.

Imposer une « direction homogène » dans un Syndicat, c'est fausser le caractère du Syndicat. Tous les ouvriers y ont accès : toutes les ten-

dances ont le droit de participer à sa direction. Tous les ouvriers y ont les mêmes droits, les communistes comme les autres, mais les autres comme les communistes.

Or, à l'heure présente dans la C. G. T. U., tout syndiqué non orthodoxe est impitoyablement évincé du travail syndical quotidien. Pour remplir n'importe quelles fonctions l'estampille du Parti communiste est indispensable. Non seulement le Parti a imposé la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux, en attendant d'imposer le droit pour les élus politiques d'être fonctionnaires, mais il a enlevé aux syndicats le droit de désigner leurs propres fonctionnaires. Il les désigne pour eux, en attendant une « direction unique » des syndicats et du Parti.

Si on le laisse faire, le syndicalisme de secte condamnera la C. G. T. U. au rachitisme. Ceux des syndiqués qui ne sont pas « dans la ligne », ou qui n'appartiennent pas au Parti, seront pris par le découragement, par le dégoût, et, peut être, ne se sentant plus chez eux, abandonneront les syndicats.

En pleine désorganisation.

Voilà qu'on projette de rebâtir la maison syndicale : resserrement des syndicats ; à la base, un seul syndicat par fédération dans chaque localité ou région ; suppression des Unions départementales : création de vingt-huit unions régionales, vingt-huit archevêchés confédéraux ; au sommet : à côté d'une Commission exécutive homogène, un non moins homogène Comité confédéral composé d'une cinquantaine de fonctionnaires.

Pour supprimer les Unions départementales, on prétend qu'elles ne peuvent plus vivre. On oublie de dire qu'on les a laissé mourir. L'essai déjà fait des Unions régionales n'est pas tellement encourageant et nous fait craindre que les Unions régionales ne vivront pas mieux. Si elles ne doivent être que de simples agences pour conférences syndicales, elles pourront, certes, remplir leur rôle ; mais les Unions départementales avaient une autre tâche, plus sérieuse et plus productive. Il ne suffit pas de passer trois heures tous les trois mois à discourir dans une localité pour y faire pousser des syndicats, stimuler ceux qui existent, soutenir ceux qui luttent.

Sous prétexte de répondre à la concentration patronale, de grands efforts sont faits pour établir dans toutes les corporations le Syndicat régional d'industrie. On veut resserrer d'*en haut*. On ne cherche pas si le besoin en est ressenti *en bas*. Le Syndicat régional d'industrie est réalisable et utile dans certains cas. Dans d'autres cas, il n'est que le moyen de faire fuir les syndiqués.

On a ruiné le mouvement des Conseils d'usines, qui devaient être le prolongement des syndicats, en leur substituant les Comités d'unité prolétarienne, qui sont le prolongement du Parti.

A quelle préoccupation obéit-on ? « Il faut centraliser ». C'est-à-dire il ne faut pas que la voix des syndiqués puisse troubler les méditations de l'aréopage des dirigeants. Les fonctionnaires n'exécuteront pas un mandat tracé par les organisés. Ce sont les organisés qui exécuteront les prestigieux mots d'ordre et réaliseront les mirifiques idées de leurs fonctionnaires, devenus leurs dirigeants. On ne peut imaginer plus complet mépris de la classe ouvrière groupée dans les syndicats.

Avant peu, par la destruction des Unions départementales, par le resserrement abusif des syndicats, par la disparition de toute organisation syndicale vivante sur la base de l'usine, la C. G. T. U. risque de devenir un chantier de démolitions. Ce que les anarchistes ne purent faire en 1922, laissera-t-on les communistes le faire en 1926 ?

Réagir est nécessaire.

Nous ne sommes certainement pas seuls à éprouver toutes ces craintes pour le sort du mouvement syndical. En criant : casse-cou ! nous espérons provoquer parmi les militants la discussion que les fautes des dirigeants de la C. G. T. U. ont rendue nécessaire.

1° La C. G. T. U. va-t-elle redevenir elle-même et respecter sa propre résolution du Congrès de Bourges ?

2° Va-t-elle, au contraire, continuer sa glissade sur la pente du syndicalisme de secte ?

3° Va-t-elle désorganiser les diverses organisations par des projets, mal étudiés, de resserrement abusif ?

4° Va-t-elle imposer, de la base au sommet, des méthodes d'un centralisme tel que bientôt les syndiqués n'auront plus qu'à exécuter des mots d'ordre, sans aucun droit à leur élaboration ?

5° Va-t-elle, au contraire, appeler les travailleurs de toutes tendances à participer aux tâches journalières d'organisation, de revendication et de lutte ?

Il n'est que temps de réagir si l'on veut préserver la classe ouvrière d'un affaiblissement, au moment où elle a besoin d'une organisation solide entraînant tous ses éléments, n'acceptant ni d'être dirigée, ni de suivre, d'une organisation majeure, capable de se conduire elle-même.

Un groupe de syndiqués unitaires :

Bansart, Bachman, Delagrange, A. Pelletier, G. Pelletier, Prudhomme (Métaux).
L. Bettendroffer (Imprimeurs), Charbit, Charles, Godonnèche, Lameloise, G. Salquain (Typos).
Lépine, Hagnauer (Banque et Bourse), A. Bettendroffer (Voyageurs), Chambelland (Comptables).
Lagrange (Habillement).
R. Audin (P. T. T.).
Nicolas (Maçonnerie-Pierre).
Ménard (Tonneau), Desmoulliers (Tapissiers).
Cailler, Kéraudy (Producteurs d'Electricité).
Tauzin (Travailleurs municipaux).
Blutte, Marthe Bigot, Hairius (Enseignement).
Serrurier (Cuirs et Peaux).

Que s'est-il passé le 15 Février ?

On ne peut pas dire que la date du 15 février, choisie par le Bureau confédéral unitaire pour le dépôt de revendications sur la base de l'échelle mobile, ait donné le signal d'un réveil de la classe ouvrière. La presse de la bourgeoisie y avait vu une menace d'agitation susceptible de troubler, de ci, de là, la production. Or le mot d'ordre de la C. G. T. U., il faut bien le reconnaître, n'a rien troublé du tout. Il n'a pas donné, à la date fixée, l'impression d'tre observé par l'ensemble des organisations adhérentes. En sera-t-il de ce mot d'ordre comme des précédents, passés aux oubliettes aussitôt que lancés ? C'est possible, sinon certain.

Quelles raisons avaient poussé le Bureau confédéral, avant toute consultation des organisations, à choisir la date du 15 février ?

L'échelle mobile, en supposant qu'il soit possible de l'arracher au patronat, dans l'esprit où elle est conçue par le Bureau confédéral, nécessitait tout un travail préalable de mise au point sur les « salaires de base », sur les « indices ». Il fallait savoir si elle impliquait ou non la participation à des commissions mixtes, paritaires ou tripartites, la signature ou la non-signature de contrats, et arrêter suivant le cas, une tactique adéquate.

Ni au Bureau confédéral, ni dans les Fédérations, on n'avait pensé à tout cela. Mieux, le C. C. N. fut placé devant le fait accompli d'une date déjà fixée, sans qu'on lui donnât la raison de ce choix, sans qu'on lui permît d'en discuter et de donner lui-même à la décision prise une valeur et une portée pratiques.

Les termes mêmes de la résolution du Comité national donnent à penser que le Bureau confédéral n'entrevit les difficultés d'application et la nécessité d'un assez long travail préalable, qu'après que la date eut été lancée.

« *L'application de cette échelle mobile, dit en effet la résolution du C. C. N., ne saurait être faite judicieusement qu'après qu'aura été fixée par chaque Syndicat une base solide. Cette base doit être établie par les organisations syndicales qui fixeront immédiatement leurs barèmes syndicaux. L'établissement des barèmes syndicaux sera appliqué suivant les modalités fixées par chaque Fédération intéressée.* »

Mais, puisqu'il était si pressé, puisqu'il tenait à sa date du 15 février, pourquoi le Bureau confédéral ne venait-il pas devant le C. C. N. avec un indice général — l'indice 5, par exemple, reconnu à la Chambre par Doumer lui-même — sur lequel, sans s'embarrasser des mots « échelle mobile », pouvait partir l'agitation ?

Enfin, il n'eut pas été inutile qu'à la date fixée, une corporation importante s'ébranlât. Or, quelle bataille importante, dans la région parisienne ou ailleurs, a été engagée le 15 février ?

Pour le 15 février, comme pour le 12 octobre, le Bureau confédéral a décidément manqué de sens pratique et d'opportunité. En la circonstance, il est à craindre qu'il n'ait simplement permis au patronat de constater la carence des organisations unitaires dans l'application des décisions de leur organisme central.

V. GODONNÈCHE.

L'AFFAIRE DE SAINT-IGNY

Au nombre des luttes menées par les syndicats d'instituteurs, celle qu'ils ont soutenue, depuis qu'ils existent, contre les politiciens de village habitués à tenir sous leur coupe les petits fonctionnaires locaux, instituteur, facteur, cantonnier, etc., n'a pas été la moins méritoire.

Grâce à ces luttes, les fonctionnaires ont généralement conquis une certaine indépendance. Les conflits, fréquents autrefois, sont plus rares. Il en existe encore cependant.

Le Syndicat autonome de l'Enseignement du Rhône vient d'en retracer un dans une brochure, « L'affaire de Saint-Igny-de-Vers ». C'est d'ailleurs un conflit qui vient de rebondir. On se rappelle que le Syndicat des instituteurs du Rhône, en 1919, avait pris la défense d'un de ses membres, un catholique, au nom de la liberté d'opinion des fonctionnaires, contre le maire et conseiller général de Saint-Igny. Le Syndicat gagna la partie et fit annuler le déplacement d'office de Jacquet, l'instituteur catholique en question, syndiqué de vieille date et, mieux, syndicaliste.

Cette fois, il ne s'agissait pas directement de Jacquet, mais de son adjoint Brayet. Jacquet avait demandé et obtenu son changement. Le maire était enfin débarrassé de lui; mais il tenait aussi à faire déguerpir Brayet. Le moyen ? Empêcher qu'il obtienne la succession de Jacquet comme directeur, lui retirer le secrétariat de mairie, etc. Si l'on pense que Brayet était à Saint-Igny depuis 1910, le poste de directeur lui était bien dû. Il ne l'a pas obtenu.

Le maire de Saint-Igny a été secondé dans ses desseins par un instituteur adhérent au Syndicat national, un mauvais collègue du nom de Morel, qui n'a pas hésité à faire le « jaune ». La malhonnête opération du maire a été en outre facilitée par une intervention du Syndicat unitaire de l'Enseignement qui a jugé régulière la désignation du successeur de Jacquet.

Il est triste de constater à quoi peuvent aboutir les querelles entre syndicats et les rancunes de tendances; les politiciens de village et l'administration peuvent se frotter les mains; mais le Syndicat autonome, qui a été seul à défendre une juste cause, ne s'avoue pas vaincu. Il a saisi l'opinion publique de l'affaire de Saint-Igny. Souhaitons qu'il réussisse, comme en 1919, à gagner la partie.

PREMIÈRE RÉPARATION

Notre camarade Stanko avait fait appel devant la Fédération postale confédérée de son exclusion du Conseil syndical des agents des P. T. T.

Elle en a reçu la lettre suivante :

Ma chère camarade,

La Commission exécutive a examiné votre demande dans les séances des 12 et 17 février 1926.

Après avoir pris connaissance du dossier transmis par le Syndicat des agents, le Bureau de la Fédération a été autorisé à vous faire connaître qu'aucun fait ne peut être retenu à votre encontre au sujet des griefs articulés au Conseil national du 31 août 1925.

Nous souhaitons que vous puissiez vous déclarer satisfaite de notre déclaration et nous tenons à vous affirmer l'expression de la sympathie de la Fédération.

Pour la Commission exécutive :
Le secrétaire général, DIGAT.

Cette déclaration fait honneur à la Fédération postale — puisque faire son élémentaire devoir est maintenant un honneur — mais il reste au Conseil syndical des Agents à revenir sur sa décision d'exclusion.

Les militants, trop timides, qui se sont laissé jouer par Baylot et Combes, se doivent de réparer rapidement leur faute. Des considérations d'amour-propre ne peuvent les empêcher de reconnaître qu'ils ont été manœuvrés et qu'on leur a fait commettre une iniquité.

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE

Lettre aux camarades algériens

CAMARADES,

A la veille d'être chassé de cette terre d'Afrique, où les hommes de bonne volonté ne seront jamais trop nombreux pour combattre et abattre un impérialisme féroce, je ne puis m'empêcher de penser aux difficultés de votre tâche, au moment surtout où notre Parti traverse une crise aiguë, due aux fautes de la Direction actuelle.

Ses fautes, la Direction les a enfin reconnues au dernier Comité Central élargi.

Le camarade Doriot n'a-t-il pas dit qu'il en a été commis dans tous les domaines : politique, organisation, vie intérieure de notre Parti.

Le délégué de l'Exécutif lui-même a parlé de fautes, de faiblesses à corriger.

Or vous savez, camarades, que si la Direction a fini par reconnaître ses erreurs, c'est à la suite du nombre sans cesse croissant de mécontents que les méthodes directoriales, passées au crible de l'esprit critique de quelques camarades, fit naître au sein du Parti.

Et il se trouve que c'est parmi ces camarades avertis et clairvoyants que l'on compte les exclus.

Ce sont ces camarades que l'on traite de droitiers, de social-démocrates, de contre-révolutionnaires.

On pouvait croire que, reconnaissant ses fautes, la Direction reconnaîtrait son injustice et qu'elle l'aurait réparée en rendant leur place dans le Parti à des camarades dont le seul crime est d'avoir eu raison contre elle.

Il n'en est malheureusement rien. Bien qu'on ait parlé au dernier C. C. N. de méthodes à modifier, que le délégué de l'Exécutif ait déclaré : « Depuis le 1er décembre nous sommes sur le chemin des corrections des fautes et des faiblesses », non seulement des menaces d'exclusion pèsent sur d'excellents militants, mais les exclusions, même, continuent. Et aux exclus qui voudraient revenir, Doriot pose comme condition : « Condamner publiquement l'action extérieure de la droite. »

Pour ne pas dire plus, je dis, camarades, que la Direction continue à se moquer du Parti.

Comment ? C'est grâce à l'action extérieure de cette soi-disant droite que vous reconnaissez vous être trompés dans tous les domaines, et vous voudriez que l'on condamne publiquement cette action ?

Mais cette action s'imposera tant que vos méthodes n'auront pas été véritablement modifiées.

A qui la faute si des camarades sont obligés d'agir en dehors du Parti, pour son redressement, si ce n'est à la dictature imbécile de la Direction actuelle ?

Eh bien, alors, assez d'hypocrisie.

Place aux hommes capables, car c'est de l'incapacité congénitale de nos dirigeants que vient la crise que nous traversons.

Vous n'avez pas le droit de poser des conditions au retour des exclus.

Vous ne feriez que la moitié de votre devoir en les rappelant.

Voilà le langage que je tiendrais à notre Direction actuelle.

Pour ma part, je ne voudrais tout de même plus voir, comme en Tunisie, à l'occasion du Complot et alors que tous : communistes, destouriens et syndicalistes, tâchions de sauver la C. G. T. Tunisienne — le droit syndical en danger — des camarades venus de France, bien intentionnés sans doute, mais bien mal inspirés, vouloir une distribution de tracts enflammés en vue d'une manifestation dans la rue, et ce, malgré la volonté expresse de la C. E. de la C. G. T. T.

Pas plus que je ne voudrais assister, sous prétexte de reconstituer un noyau communiste disloqué par la répression, — n'était-ce pas plutôt un besoin maladif de pouvoir dire en rentrant à Paris, nous avons fait ceci, nous avons fait cela — aux efforts faits par ces camarades envoyés par le Centre, auprès de la C. E. de la C. G. T. T., en vue de la faire entrer dans le Parti. Comme si cette Commission n'avait pas un travail beaucoup plus important du point de vue révolutionnaire à faire en dehors du Parti plutôt que dans son sein.

Je parlerai à peine du peu de parti qu'on a tiré de la répression.

*Les condamnations à quelques mois de prison — qu'ils ne feront sans doute jamais, du moins je le souhaite — de quelques chefs communistes ont tenu plus de place dans l'*Humanité *que la fusillade de Bizerte et les quarante-cinq années de bannissement récoltées par les syndicalistes tunisiens de la C. G. T. T.*

Et la question, du point de vue colonial, était d'importance.

Qui a traité cette question à fond ? Une revue mensuelle, qualifiée de droitière, de social-démocrate — pas par tous les communistes, heureusement — : la Révolution Prolétarienne.

Qui a parlé longuement de la fusillade de Bizerte et de l'affaire du Complot : deux contre-révolutionnaires, paraît-il, Monatte et Louzon.

Je ne voudrais pas voir, comme ici, la solidarité des fonctionnaires du Parti — nouvelle caste issue de la soi-disant bolchévisation (une de nos plaies les plus hideuses) qui considère que le Parti c'est elle, et rien qu'elle — s'exercer aux dépens de la cause que nous servons.

L'insuffisance de certains camarades envoyés par le Centre est notoire, leur ignorance dans toutes les matières, mais plus particulièrement en matière coloniale, est manifeste. On pourrait les remplacer par des militants du pays, bien au courant de toutes les questions. On ne le fait pas par solidarité de caste. On laisse accumuler les bêtises et les erreurs, on grève effrontément le budget.

On va même jusqu'à se féliciter d'avoir retiré à un camarade sa collaboration à la Lutte sociale *parce qu'il y a fait passer un bulletin politique d'inspiration* Révolution prolétarienne.

Je ne voudrais pas voir reprendre en Algérie les erreurs de tactique syndicale commises en France.

Or, on veut appliquer au syndicalisme, le centralisme outrancier en honneur actuellement dans le Parti communiste. On veut crétiniser les syndicalistes comme on le fait pour les communistes,

alors que le simple bon sens veut que, en période pré-révolutionnaire surtout, on pratique le centralisme démocratique dans les partis politiques et le plus large fédéralisme dans les syndicats, écoles révolutionnaires des masses par excellence.

La volonté de domination, de subordination des syndicats par les partis politiques a abouti en France à repousser l'unité ouvrière à une date indéterminée : on veut reprendre en Algérie les mêmes méthodes de faillite, alors que la nécessité de l'indépendance des syndicats s'impose.

Il est un terrain magnifique qui nous vaudrait la sympathie de la masse indigène : la lutte contre l'indigénat. On lui préfère la théorie omnibus de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La tactique du front unique échoue lamentablement parce qu'on en confie l'étude à un incapable.

Et l'on pourrait continuer longtemps l'énumération des erreurs. Et il n'apparaît pas que la liste en soit bientôt close, à moins que vous n'y mettiez bon ordre, camarades.

Vous le pouvez si vous le voulez. Pour cela que faut-il :

Exiger la réintégration au sein du Parti des bons bergers qu'on a chassés;

Nommer vous-mêmes vos fonctionnaires;

En réduire le nombre au strict minimum;

Limiter leurs appointements aux taux des salaires ouvriers, quelle que soit la fonction qu'ils remplissent.

Alors, seulement, on pourra parler de méthodes modifiées; alors, seulement, disparaîtra le népotisme pour faire place à une plus saine compréhension des intérêts véritables du Parti, dans tous les domaines, colonial, syndical, etc.

(*Février* 1926.)

FINIDORI,
Prison de Barberousse, Alger.

LE TRIOMPHE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

On peut, en effet, avouer — sans honte — que l'opposition au sein du Parti communiste a souvent manqué de vigueur et de persévérance. Sans doute les difficultés de la lutte contre une Direction disposant de moyens puissants constituent une suffisante circonstance atténuante. Cela ne devra pas nous empêcher de procéder, nous aussi, à un examen « auto-critique » de notre action depuis 1924.

Mais il ne faudra pas être injuste. L'opposition n'est pas toujours demeurée sur la défensive.

C'est elle — épaulée par la *Révolution Prolétarienne* et le *Bulletin Communiste* — qui a engagé la bataille sur le terrain qu'elle a choisi. Peut-être sa tactique a-t-elle été mauvaise ? peut-être s'est-elle lassée trop vite ? peut-être n'a-t-elle pas su résister à la contre-offensive du Centre ? Mais c'est à elle que revient l'initiative de l'attaque.

Les objectifs de l'opposition.

Dès le début de l'action contre la guerre du Maroc, nous avons critiqué les mots d'ordre lancés. N'insistons pas sur celui « d'évacuation militaire du Maroc », aujourd'hui abandonné. Mais il est vrai que « Fraternisation » était une formule défaitiste. Or Lénine a précisé, en 1915 — au cours de sa polémique avec Trotsky — que le « défaitisme » était la politique d'un prolétariat qui *peut* se lancer à l'assaut du Pouvoir. Engager les soldats à fraterniser avec les Riffains — sans être capable de les soutenir de l'intérieur par une action révolutionnaire offensive — c'était ressusciter l'hervéisme dans ce qu'il avait de plus grossier et de plus vain.

Nous avons, dès le lendemain du Congrès de Clichy, accusé la Direction du Parti d'avoir abandonné la tactique du front unique. Nous n'avons pas cessé de condamner les ridicules formules de Treint et de Zinovief : la « volaille à plumer » ; le « par en bas » ou « par en haut » (!?). Des contradicteurs malhonnêtes ou ignorants, ou imbéciles peuvent seuls nous accuser de ne vouloir l'accord qu'avec les chefs social-démocrates et réformistes. Nos textes répondent pour nous. Nous n'avons jamais considéré le front unique comme une feinte ou un piège. C'est *loyalement* que nous militons pour l'union de toutes les forces prolétariennes sur un programme minimum. Et nous voulons nous adresser aux chefs en qui les masses ont encore confiance, en des termes que celles-ci jugent *acceptables*. Nous nous refusons aussi à rompre — dans un but de propagande sectaire ou de réclame électorale — l'unité d'action totale ou partielle, réalisée.

Enfin, nous avons toujours été des adversaires de cette « bolchévisation organisatoire », dont le but réel a été d'enlever toute possibilité de résistance de la base du Parti aux volontés de l'appareil.

Si l'on ne parle plus — qu'en style objectif et lointain — de Fraternisation, si l'on essaye de revenir à une application plus utile de la tactique du front unique, si à la base du Parti, la docilité d'hier a disparu — au moins pour un temps — s'il y a un mieux relatif, c'est à l'opposition intérieure du Parti, à la *Révolution Prolétarienne* et au *Bulletin Communiste*, qu'on le doit.

Et si le mieux est insuffisant, même décevant, la seule cause en est peut-être l'impossibilité d'unir ces trois forces qui ont combattu parallèlement le même ennemi.

Mieux relatif.

Le mieux ? En fait depuis la fin de 1924, c'est — derrière les fantoches et les démagogues de la bolchévisation que Moscou nous reprendra aussi vite qu'il nous les a donnés — la Social-Démocratie qui s'est installée, sans faire de bruit, dans les postes d'où nous l'avions délogée en 1922. Et aujourd'hui que la fièvre est tombée, que la « saoûlerie de l'abstraction », à moitié dissipée, laisse le Parti pantelant et anémié — les vieux opportunistes, forts de leur vieille expérience, de leur rouerie patiente, triomphent avec de moins en moins de pudeur.

Le parti s'est "social-démocratisé".

Des faits symptomatiques avaient déjà attiré notre attention dans le passé. Chaque jour, nous pouvions signaler dans les manifestations de la « bolchévisation » des relents de guesdisme, de jauressisme et d'hervéisme, — appauvris de la vigueur doctrinale de Guesde, de l'intelligence synthétique et généreuse de Jaurès — même de la savoureuse combativité du Hervé d'antan.

De celui-ci, nos bolchévisateurs tiennent tous

les débordements d'une démagogie bruyante, leurs allures de matamores et de jocrisses, leur outrecuidance enflée, boursouflée — qui fait le jeu de la bourgeoisie.

Du guesdisme, ils tiennent leur mépris pour le mouvement syndical qui « ne se suffit plus à lui-même », qui n'a même plus la possibilité de choisir ses militants, qui devient un champ d'expérience pour les jeunes bolchévisés, fraîchement débarqués de Bobigny — leur conception, qu'il faut propager un ensemble de formules définitives et attendre que la classe ouvrière soit capable de les accepter et de les assimiler — car le communisme ne peut se séparer du mouvement prolétarien qu'il doit guider dans les combats quotidiens, comme pendant les heures suprêmes.

Du jauressisme, ils tiennent leur volonté de conquérir la petite bourgeoisie *par tous les moyens possibles.*

Social-démocrate — cette fameuse *conquête des municipalités* à laquelle on a tout subordonné en 1925 — car la Révolution n'étant pas pour demain, de bons bougres, en attendant, *s'installent* dans ces municipalités acquises par la plus banale des luttes électorales.

Social-démocrate, cette importance donnée à la comédie parlementaire dont les péripéties déterminent toute l'action du Parti; on s'inquiète plus des paroles de Renaudel ou des votes de Paul Faure que des revendications immédiates des ouvriers.

Social-démocrate, cette fameuse campagne de recrutement, cet odieux racolage de bonnes volontés hésitantes.

Social-démocrate, cette insuffisance syndicale des membres du Parti avouée dans les thèses de la Conférence d'Ivry — et cet abandon de l'obligation syndicale pour les nouveaux adhérents.

Social-démocrate, le projet de redressement financier de l'Etat bourgeois, confiant à celui-ci le monopole du commerce extérieur — et cette défense systématique des petits bourgeois — non pas en tant que nouveaux exploités — mais en tant que « *petits épargnants* ».

Social-démocrates, social-patriotes, ces déclarations nationalistes de Cachin, réalisant, à la Chambre, « l'Union sacrée autour de lui ».

Social-démocrate surtout, ce renforcement constant de l'appareil omniscient et omnipotent ; ce mépris des cochons de cotisants à qui on mâche les idées, que l'on charge de lourdes besognes pratiques, qui discutent et décident par ordre sous l'œil sévère ou indulgent, suivant les nécessités politiques — d'envoyés du Centre.

Un recul de trois ans.

On pouvait, en 1923, espérer beaucoup d'un Parti débarrassé des politiciens à la Frossard et des bavards à la Pioch. Deux *gestes symboliques,* à la veille des élections de 1924, exprimaient sa volonté de rompre avec le vieil esprit; la décision de présenter 90 0/0 de candidatures purement ouvrières et celle de ne laisser aucun appointé de l'appareil solliciter un mandat électoral.

Cette dernière décision a été outrageusement violée pour les élections de 1925.

Et, aujourd'hui, l'*avocat* Albert Fournier et le *journaliste* Louis Gélis, sont chargés de représenter les intérêts prolétariens.

Candidatures « symboliques », elles aussi — symptomatiques, plutôt. Et si les événements ne nous bousculent pas trop vite, nous pourrons, dans quelque temps, relire l'histoire du vieux Parti ouvrier de Guesde — de sa chute, de la propagande révolutionnaire dans l'opportunisme parlementaire.

Intransigeance verbale, démagogie bruyante, conquêtes électorales, combinaisons ministérielles — ce sont les différentes étapes d'une route que d'aucuns ont déjà suivie. On va plus vite aujourd'hui. La descente est plus rapide sur la pente savonnée de la bolchévisation. Mais les ouvriers communistes subiront-ils une telle évolution, avec la même passivité que la crise de l'an dernier ? Le salut du Parti — de ce qui demeure de possibilités communistes dans le Parti — est en eux !

ROGER HAIRIUS.

QUESTIONS D'ORGANISATION

« *Avant de toucher à la cellule, base du Parti, il faudra nous passer sur le corps* », ont déclaré farouchement quelques bolchévisés agressifs.

Ont-ils cependant lu le compte rendu du dernier Comité Central élargi ? Thorez, rapporteur sur la question d'organisation, y a déclaré « *qu'on ne peut décider que tous les membres habitant très loin soient obligés d'assister aux réunions de cellules. Nous avons dit que des camarades qui sont dans ce cas sont membres de la cellule,* MAIS DANS LEUR LOCALITÉ ILS FORMENT UNE SOUS-CELLULE *qui déléguera un camarade aux assemblées* ».

On a déjà, par la création des cellules de rues, séparé les ouvriers des non-ouvriers. Aujourd'hui, on disloque la cellule d'entreprise, on sépare les ouvriers « habitant loin » des autres. Demain, la cellule n'existera plus que de nom. On aura, à la base du Parti, des organisations groupant les communistes sur le lieu d'habitation, mais numériquement et politiquement assez faibles pour empêcher la formation d'une opposition massive. C'est à cela que l'on voulait aboutir. Les vrais partisans des cellules étaient ceux qui voulaient *d'abord* les organiser et les renforcer avant de les charger de tâches qu'elles étaient incapables de remplir.

Aujourd'hui l'expérience a raté et l'idée des cellules peut-être définitivement compromise.

Cependant le bluff continue. Dans l'*Humanité* du 23 février, on donne le compte rendu d'un exposé de Piatnisky à la Conférence d'organisation de l'Exécutif élargi de Moscou.

La France est à l'honneur ! 2.300 cellules dans le Parti français contre 1.900 dans le Parti allemand et 1.300 dans le Parti tchécoslovaque.

Quelle monstrueuse duperie !

Quel est le militant averti et sérieux qui osera affirmer qu'il y a dans le Parti français 2.300 *vraies* cellules d'entreprises, *vivant organiquement et politiquement ?*

Occupez-vous de votre travail !

Le Bureau de l'Union des Syndicats de la région parisienne vient d'adresser aux Conseils syndicaux une circulaire dans laquelle il invite ceux-ci à bien vouloir autoriser *la présence à chacune de leur séance de l'un des secrétaires de l'Union.*

Il paraît que cette demande vise surtout les syndicats qui ne sont pas encore « dans la ligne ». Les Conseils syndicaux unitaires sont encore assez soucieux de leur dignité pour renvoyer les secrétaires de l'Union s'occuper du travail qui leur est fixé par les syndiqués dans les Congrès.

A travers les Livres

ANTONIO GRAZIADEI : *Le Prix et le Sur-Prix dans l'Economie Capitaliste.* (Rieder, édit.)

Il y a quelque vingt-cinq ans le monde de la social-démocratie fut assez fortement agité par la tentative du social-démocrate Bernstein de « reviser » les théories marxistes. Vers le même temps un socialiste italien Antonio Graziadei, publiait un livre qui fut considéré, à tort ou à raison, comme le pendant italien des idées bernsteiniennes.

Depuis lors Graziadei continua à militer dans les rangs du Parti Socialiste italien, puis dans ceux du Parti Communiste auquel il adhéra dès la scission, mais son activité n'avait plus eu de retentissement international lorsque dans le courant de 1923 il publia en Italie un livre portant en sous-titre : « Critique de la Théorie de la valeur de Karl Marx ». Ce livre fit sensation; une longue polémique s'engagea à son sujet dans les différents journaux communistes italiens, puis, cette année, coup sur coup, une traduction allemande et une traduction française en parurent.

Pour Graziadei le phénomène économique essentiel c'est le prix, le prix auquel se vend un objet donné, et c'est ce prix qu'il faut expliquer. Toute théorie qui porterait non sur les prix, mais sur une propriété des choses qu'on appellerait par exemple « valeur » et qui serait sans rapports avec les prix, est une pure théorie métaphysique, sans liens avec la réalité, puisque la seule réalité que nous percevons est le prix.

Toute la première partie de l'ouvrage de Graziadei est consacrée principalement à l'idée que nous venons d'exposer. Elle nous semble très juste; elle est une réaction bienfaisante contre la désinvolture avec laquelle les « marxistes » se tirent d'affaire quand on les prie d'appliquer la théorie de la valeur à quelque phénomène concret, se contentant de répondre : cela c'est affaire de prix, non de valeur, la théorie de la valeur du premier livre du *Capital* s'applique seulement à la valeur, et la valeur ça n'a rien à voir avec les échanges tels qu'ils se passent dans la réalité.

Mais la seconde partie du livre, celle où Graziadei, abandonnant la critique établit sa propre théorie, me semble beaucoup moins heureuse. Non point qu'elle ne renferme d'intéressantes observations, mais elle ne peut en aucune manière tenter de se substituer comme elle en a la prétention, à la théorie de Marx ou plus généralement à toute théorie, parce qu'elle ne se place pas sur le même plan que la théorie. L'exposé que Graziadei fait du « processus de détermination des prix », des « lois des prix », etc., relève essentiellement de l'Economie vulgaire. Je veux dire par là, sans aucunement donner à l'expression d'Economie vulgaire un caractère péjoratif, que Graziadei se contente de décrire les phénomènes sans chercher à les expliquer.

Il ne faut point faire fi de l'Economie vulgaire. Une bonne description de ce qu'on voit est la condition préliminaire de toute science, mais elle n'est point la science. Et il est difficile de voir autre chose que des descriptions de phénomènes, et de phénomènes bien connus, dans des « lois » comme celle-ci. « Si le prix d'une marchandise donnée augmente, la demande et la consommation diminuent » (page 176), ou cette autre : « Tout homme plaçant son argent choisira entre les variétés des emplois possibles celle qui, à égale dépense lui assurera le revenu le plus élevé » (page 127). Or toute la partie positive du livre de Graziadei se résout à peu près uniquement en « lois » de ce genre.

L'étude de Graziadei est comparable aux études de ces naturalistes qui tiennent en un souverain mépris les disputes entre darwinistes et lamarckiens parce qu'ils se contentent de décrire, souvent d'ailleurs avec un soin méticuleux, les formes des différentes espèces animales ou végétales, en se refusant énergiquement à rechercher les raisons de ces formes. Certes le naturaliste qui se contente de décrire tel ou tel fossile serre la réalité de beaucoup plus près que Darwin ou Lamarck, mais ce n'est que quand Darwin ou Lamarck sortent de la réalité tangible, de ce qui se voit, pour tenter de relier par une grande loi générale, qui ne se voit pas, la succession des différents êtres que l'observation révèle, qu'ils font de la science, car il n'y a pas de science là où il n'y a pas recherche des causes, le seul intérêt de la science pour l'homme qui est avant tout un être d'action, étant de lui permettre d'augmenter l'efficacité de son action en lui faisant connaître les causes des faits, et en lui permettant ainsi de modifier à coup sûr celles-là.

Le livre de Graziadei comprend pourtant un enseignement important. Dans l'un de ses derniers chapitres Graziadei examine la détermination des prix en régime de monopole. Les grands théoriciens de l'Economie classique, Smith, Ricardo, Marx, s'étaient donnés pour but unique, et Marx notamment a beaucoup insisté sur ce point, d'expliquer les phénomènes économiques propres à la société de leur temps, c'est-à-dire à la société capitaliste proprement dite, la société capitaliste fondée sur la liberté du commerce et la libre concurrence; or ce régime est actuellement en voie de disparition; dans quelques années tous les produits fondamentaux seront l'objet de monopoles. Sous un tel régime il est bien évident que les phénomènes de l'échange différeront de ce qu'ils sont sous le régime de la concurrence; l'ensemble des prix se fixera d'une manière aussi différente de celle dont il se fixe actuellement que le prix du tabac se fixe dès maintenant de tout autre manière en France où il est l'objet d'un monopole que dans les pays où il dépend du commerce libre. L'Economie qui vient, l'Economie des Monopoles, aura besoin de sa théorie, elle aura besoin de son Marx, comme en a eu besoin l'Economie capitaliste proprement dite. Ce besoin commence à se faire sentir, et c'est lui principalement, à mon sens, qui se manifeste par la parution du livre de Graziadei. — R. L.

***

PIERRE CLERGET : *Les Industries de la Soie en France.* (Colin éditeur.)

Voici, cette fois, un bon manuel. Ce petit livre contient sous une forme précise et sobre, un exposé complet de l'industrie de la soie, au point de vue économique.

Etudiant successivement chacune des deux grandes branches en lesquelles se divise l'industrie de la soie, la production du fil, et la fabrication du tissu, l'auteur met bien en relief pour chacune d'elles, les traits caractéristiques de son histoire et ses perspectives actuelles. Les détails secondaires sont négligés juste dans la mesure où il est nécessaire pour ne pas noyer les points essentiels; par contre, ceux-ci, à quelques exceptions près, sont analysés avec précision.

L'industrie de la soie, — qui, après avoir été pendant de longs siècles confinée en Chine, pénètre dans le Proche-Orient à la fin de l'Empire romain, d'où les invasions arabes, ces grands agents de civilisation, la portent en Occident, avec comme centre principal d'abord l'Italie, puis l'Angleterre (où elle est maintenant réduite à presque rien), et enfin la France, en attendant d'être transférée prochainement, aux Etats-Unis, dont la production a décuplé durant ces vingt dernières années, — fournit une remarquable leçon de géographie économique; elle illustre par un exemple particulièrement frappant l'instabilité générale des centres d'activité économique, instabilité qui entraîne celle des centres de civilisation eux-mêmes. Aujourd'hui moins que jamais il ne nous faut oublier que ce n'est qu'en vertu de motifs particuliers et temporaires que le principal centre de civilisation se trouve fixé depuis quelques siècles déjà en Europe Occidentale; celle-ci n'est point appelée à rester éternellement en vertu d'une quelconque prédestination, le « monde civilisé ».

Un seul reproche, mais grave, à faire à l'auteur : il n'a pas donné assez d'importance aux découvertes techniques. Je sais bien qu'il ne s'agissait pas pour lui d'écrire un traité technique, mais même dans un exposé purement économique, il eût été nécessaire, à mon sens, d'indiquer plus explicitement en quoi ont consisté les perfectionnements de la technique de la soie et comment ils ont influé sur le développement de son Economie. C'est là une question primordiale, dont l'auteur ne semble pas avoir apprécié suffisamment toute l'importance. — R. L.

H. Montarnal : *Les Salaires, l'Inflation et les Changes.* (Rivière, édit.)

Le sous-titre d' « essai historique et économique » que porte ce livre est vraiment trop prétentieux. L'auteur s'est, en effet, borné à relier par des considérations empruntées à l'économie bourgeoise la plus vulgaire des chiffres tirés des statistiques officielles pour les années 1919 à 1922.

L'unique intérêt de l'ouvrage réside en un tableau, qui figure aux pages 48 et 49, où est calculé l'indice du salaire réel (1) des différentes catégories de travailleurs, ouvriers, employés et fonctionnaires pour 1919 et 1922.

Les indices de ce tableau ne possèdent point une valeur absolue du fait que le coût de la vie est calculé d'une manière assez arbitraire par les statistiques officielles, mais ils sont comparables entre eux, la manière de calculer étant la même pour tous; or, de leur comparaison résultent deux constatations intéressantes que nous avons souvent faites, mais qu'il est utile de confirmer par des chiffres précis.

1° En 1922, époque de *baisse du coût de la vie*, le salaire réel de l'ouvrier a baissé par rapport à son salaire réel de 1919, époque de *hausse du coût de la vie*. En 1922 l'indice de salaire réel était en effet 119 pour les hommes, 130 pour les femmes et 130 pour les ouvriers agricoles contre respectivement 134, 134 et 135 en 1919.

En revanche l'employé et le fonctionnaire qui, par suite en partie du mode de règlement de leurs salaires, mais surtout par suite de leur moindre combativité, sont toujours en retard sur les phénomènes économiques, ont vu leur situation qui était désastreuse en 1919 s'améliorer légèrement en 1922 : les plus avantagés, l'employé de bureau de la première catégorie (1,800 fr. de traitement annuel en 1913 et le fonctionnaire de la première catégorie 3,000 francs de traitement annuel en 1913) ont vu leurs index respectifs passer de 105 à 128 et de 85 à 105.

2° C'est pour les catégories de travailleurs les moins payées que l'indice est le plus élevé. Ainsi, chez les ouvriers, comme nous venons de le voir, les ouvriers agricoles et les femmes, qui sont les moins bien payés, ont eu leur indice maintenu en 1922 à 130, alors que l'indice des ouvriers d'industrie hommes, tombait à119. Mais c'est surtout chez les employés et chez les fonctionnaires que le phénomène est accusé. Tandis que les employés de bureau et les fonctionnaires de la première catégorie ont en 1922 des indices de 125 et 108, les employés et les fonctionnaires de la plus haute catégorie (traitements d'avant guerre au-dessus de 10.000 francs pour les employés, et au-dessus de 25.000 francs pour les fonctionnaires) n'ont comme indices que 85 et 44.

Le nivellement des salaires déjà sensible avant guerre, a donc été considérablement accéléré par l'après-guerre.

⁂

Raoul Verfeuil : *L'Apostolat.* (Edit. « La Vague », 41, rue Saint-André-des-Arts, Paris.)

Le roman de Verfeuil a cette qualité de décrire, non sans puissance, la crise de conscience d'un intellectuel socialiste devant la guerre. Adhérent au Parti socialiste quelques mois avant août 1914, le professeur Courtès tombe dans le panneau de la guerre pour la « libération des peuples ». Honnête dans son erreur, c'est honnêtement que, quelques mois après, il se demande s'il ne s'est pas trompé. L'examen des documents diplomatiques, l'analyse des événements déchirent peu à peu, pour lui, le « voile d'obscurités et de mensonges ». Dès lors, Courtès se trace la tâche d'amener le Parti socialiste à la lutte pour la paix. C'est son apostolat. Les pages dans lesquelles Verfeuil raconte l'évolution de Courtès seront utiles à ceux qui ont oublié le cauchemar, à ceux qui ne l'ont pas vécu, à ceux qui ne l'ont pas encore compris.

L'Apostolat ne se termine pas avec la guerre. Verfeuil tente d'y faire revivre les luttes intérieures du socialisme d'après-guerre et la forme de son livre s'y prête beaucoup moins. La position de Courtès dans ces luttes, c'est celle de Verfeuil, avec ses erreurs. Son parti pris lui fait, par exemple, dénaturer l'effort des partisans de la IIIe Internationale qu'il présente uniquement comme des « stipendiés », des « mercenaires » de Moscou. Verfeuil avait des rancunes à satisfaire, mais cela gâte son livre. Il aurait comblé en partie une lacune s'il s'était borné à écrire le livre du socialiste français dans la guerre. Il a voulu y ajouter l'histoire du socialisme d'après-guerre, et son défaut est de présenter cette histoire à sa façon, par le petit côté, dans l'ensemble sans grande exactitude.

Autre reproche : pour Verfeuil, dans la guerre et après la guerre, les efforts de redressement du mouvement syndical n'existent pas. Verfeuil est un homme politique, un homme de parti. A ses yeux, le mouvement syndical n'a que l'importance d'un accessoire. — M. Chambelland.

(1) L'indice du salaire réel est le salaire correspondant à un salaire de 100 en 1913, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie. Autrement dit, si le travailleur qui touchait 100 francs en 1913 touche en 1919 un salaire qui lui permet d'acheter 10 0/0 ou 20 0/0 de plus de marchandises que ce qu'il pouvait en acheter avec 100 francs en 1913, on dira qu'en 1919 l'indice de son salaire réel est 110 ou 120; inversement, si son salaire en 1919 ne lui permet que d'acheter 10 0/0 ou 20 0/0 de moins de marchandises qu'en 1913, l'indice de son salaire réel sera 90 ou 80

NOUS AVONS REÇU :

Charles Rappoport : *La Philosophie de l'Histoire.* Nouvelle édition, 9 fr. (Lib. Rivière.)

Yves Darmor : *Les Figurants,* roman, 8 fr. (Figuière, édit.).

Robert-R. Métois : *L'Envers de la Bête,* 9 fr. (Figuière, édit.)

Ivan Chmélov : *Garçon!* roman traduit du russe par Henri Mongault. 7 fr. 50. (Ed Bossard.)

Un Africain : *Manuel de Politique musulmane,* 7 fr. 50 (Bossard, édit.)

Colonel A. Rézanov : *Le Travail secret des agents bolchevistes,* 9 fr. (Bossard, édit.)

Les Faussaires contre les Soviets. (Matériaux pour servir à l'histoire de la lutte contre la Révolution russe), 4 fr. (Librairie du Travail.)

A Losovsky : *Le Mouvement syndical international, avant, pendant et après la guerre,* 10 fr. (Edit. de l'I. S. R.)

Dr Emmanuel Labat : *L'Ame Paysanne.* (Delagrave, édit.)

Emile Guillaumin : *Notes Paysannes et Villageoises,* 6 fr. (Bibl. d'Education.)

CERVELLES D'ÉCUREUILS

En relisant *Clérembault,* je suis tombé en arrêt devant ce savoureux petit tableau :

Ni ceux qui écrivaient, ni ceux qui les lisaient, ne reconnaissaient qu'ils s'étaient trompés.

En toute sincérité, ils ne s'en apercevaient pas. Ce qu'ils avaient dit la veille, ils ne se le rappelaient plus.

Que diable peut-on fonder sur ces animaux-là ? Cervelles d'écureuils ! Tête en haut, tête en bas. On ne peut en tout cas leur refuser le don de se retrouver sur leurs pattes, après leurs cabrioles.

Une conviction par jour. La qualité n'importe, puisqu'on la renouvelle...

Rolland parle là des journalistes jusqu'auboutistes de la période de guerre. Mais ne trouvez-vous pas que cela s'applique exactement aux journalistes et propagandistes bolchévisateurs de maintenant ? Ils sont de la même famille.

Je ferai cependant une objection. L'écureuil est un petit animal grâcieux et innocent. Journalistes de guerre et journalistes bolchévisateurs se sont-ils pas plutôt des singes dans la forêt humaine d'à présent ?

P. M.

NOTES ÉCONOMIQUES

Y a-t-il eu un renversement de la situation économique en janvier ?

Les statistiques de janvier du commerce extérieur dans les grands pays producteurs ont soulevé une certaine émotion, parce que donnant des résultats contraires à ceux des mois précédents.

On sait qu'avant guerre le commerce extérieur de la *France* était déficitaire, c'est-à-dire que les exportations y étaient inférieures aux importations. En 1913, par exemple, les exportations furent inférieures de 1 milliard 360 millions aux importations, — 1 milliard 360 millions de francs de l'époque, c'est-à-dire au moins 7 milliards de maintenant. Il en fut de même pendant les années qui suivirent immédiatement la guerre, mais il y a deux ans, un renversement se produisit, la balance du commerce extérieur français devint « active », les exportations dépassèrent les importations, de plus d'un milliard en 1924, et de quelque 2 milliards en 1925. Or, en janvier dernier, ce fut le contraire qui se produisit. En décembre déjà, les exportations avaient été inférieures aux importations de 817 millions; en janvier elles leur devinrent inférieures de 1 milliard 600 millions.

Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce la crise ?

Nous ne le pensons point, car *en poids* les importations et les exportations de janvier sont à peu près les mêmes que celle du mois de janvier précédent. Si, en janvier 1926, la valeur des importations est supérieure de 1.600 millions à celle des exportations, alors qu'en janvier 1925 elle lui était inférieure de 317 millions, cela est dû uniquement à une question de prix; c'est uniquement parce que le prix moyen de la tonne importée a augmenté d'une année à l'autre de 41 0/0, tandis que le prix de la tonne exportée n'augmentait dans le même temps que de 9 0/0.

Cette différence dans l'augmentation des prix des produits importés et exportés s'explique facilement par le fait que les marchandises importées étant achetées au prix mondial, prix fixé en dollars ou en livres, leur prix en francs varie exactement comme les changes, tandis que les produits exportés ont leur valeur estimée par l'administration des douanes d'après les prix sur le marché intérieur français, prix qui, comme on le sait, montent moins vite que ne monte le dollar ou la livre. Il est donc naturel qu'après une forte hausse des changes, comme celle qui eut lieu dans les derniers mois de l'an dernier, la valeur des importations, se soit plus accrue que celle des exportations bien que les quantités exportées et importées soient restées identiques.

Donc ne pas se laisser bourrer le mou par le patronat s'il lui prenait fantaisie de s'opposer à des augmentations de salaires, en brandissant les statistiques de janvier pour montrer la « situation difficile de l'industrie française à l'égard de ses concurrents étrangers ».

En *Allemagne*, c'est à une modification inverse qu'on a assisté. Jusqu'en novembre inclus, le commerce extérieur de l'Allemagne était largement déficitaire; rien que pour les onze premiers mois de 1925, les importations dépassaient de 3 milliards et demi de marks-or, les exportations. En décembre, changement à vue : ce sont les exportations qui dépassent les importations, — d'une somme modique il est vrai : 36 millions. Cela signifie-t-il qu'en décembre l'Allemagne commençait à connaître la prospérité, que sa concurrence commençait à s'affirmer victorieuse sur le marché mondial ? En aucune manière. Tout au contraire l'Allemagne depuis la fin de l'année dernière est en pleine crise, une crise comme elle n'en a pas connu de pareille depuis celle produite par l'invasion de la Ruhr. Le nombre de chômeurs qui avait doublé en novembre augmente vertigineusement en décembre pour atteindre à la fin du mois le chiffre de 1 million et demi, chiffre porté à 2.360.000 fin janvier, soit le double du nombre des chômeurs anglais!

La raison de la balance « favorable » du commerce extérieur de décembre..., c'est la crise. N'ayant pas de commandes, les industriels allemands ont, en effet, réduit leurs achats de matières premières, d'où une baisse du montant des matières premières importées (400 millions de marks au lieu de 675 millions en janvier 25), tandis que les les exportations, fruits de commandes antérieures, n'avaient pas eu le temps de baisser.

Seul des grands pays producteurs, l'*Angleterre* n'a pas vu s'inverser la balance de son commerce extérieur. En Angleterre la décadence simplement continue, s'accentuant seulement chaque jour davantage. Exportations et importations anglaises décroissent l'une et l'autre régulièrement et lamentablement. L'ex-« atelier du monde » produit de moins en moins, et consomme de moins en moins. En janvier 25 l'Angleterre avait encore exporté pour 70 millions de livres et importé pour 129 millions; en janvier 26 elle n'a plus exporté que pour 60 millions et importé pour 118 millions. Son industrie essentielle, l'industrie textile du Lancashire, qui travaillait encore récemment 39 heures par semaine, ne travaille plus maintenant que 30 heures. C'est l'anémie progressive et presque sans secousses des vieillards.

Les statistiques américaines sont celles qui présentent toujours le plus d'intérêt. L'activité économique de la plupart des pays européens dépend en effet maintenant presque exclusivement de facteurs purement nationaux, tels que la hausse ou la baisse de la monnaie; seule l'activité économique de l'Amérique dépend au contraire essentiellement de la situation générale du marché; seule elle peut donc servir d'indice de ce qu'il est encore permis d'appeler la situation économique mondiale.

Or, en janvier, la balance du commerce extérieur des *Etats-Unis* a subi un renversement analogue à celui subi par celle du commerce extérieur français. Depuis plusieurs années, le commerce extérieur des Etats-Unis était, chaque mois, actif. En janvier il devint passif : les importations dépassèrent de 15 millions de dollars les exportations, alors qu'en janvier 25 les exportations avaient dépassé les importations de 100 millions de dollars; ce changement résulte à la fois d'une diminution des exportations (400 millions au lieu de 447 millions) et d'une augmentation des importations (414 millions au lieu de 346 millions).

En l'absence d'une statistique détaillée, il est difficile d'affirmer avec certitude à quoi cela fut dû, mais ce qui est certain, en tout cas, c'est que cela ne prouve pas un ralentissement de l'activité économique américaine qui est toujours très grande : la production de l'acier, le nombre de maisons en construction, la quantité de wagons quotidiennement chargés, etc.... tout cela a été plus grand en janvier 26 qu'en janvier 25.

La cause principale du renversement de la balance américaine réside probablement, comme pour la France, mais sous une autre forme, dans une question de prix. Il s'est en effet produit dans le courant de l'an dernier un phénomène curieux qui a fait énormément crier les Américains ces derniers temps : tandis que les grands produits d'exportation des Etats-Unis, tels que le coton et le pétrole, baissaient de prix, certains des produits dont l'Amérique fait une grande consommation, mais qu'elle ne produit pas, tels que le caoutchouc et le café, augmentaient de prix. D'où pour des quantités égales de produits exportés et importés une diminution de valeur pour les premiers et une augmentation pour les seconds.

Si on ajoute à cela le fait qu'en janvier on en était au cinquième mois de la grève des mineurs d'anthracite, qu'il fallut bien par suite importer du combustible pour remplacer les millions de tonnes de charbon qu'auraient produit normalement chaque mois les mines en grève, — et que d'autre part les exportations de coton brut ont été normalement basses ce mois-là (750.000 balles contre 984.000 le mois précédent et 1.076.000 en janvier 25), le renversement de la balance s'explique facilement, sans qu'aucun des facteurs qui l'ont amené — sauf le dernier dans le cas où il se reproduirait les mois suivants — ne soit l'indice d'une crise mondiale imminente. Dans les mois qui viennent des facteurs purement nationaux, variations de la monnaie, droits de douane, etc..., resteront donc sans doute encore prédominants dans la détermination de l'activité économique de chaque pays.

Citroën en Angleterre.

Le mois dernier a eu lieu l'inauguration d'une usine Citroën en Angleterre, près de Windsor. Dès maintenant il en sort, paraît-il, cinquante 10 CV par jour, et il pourra en sortir jusqu'à 200.

Il semble que Citroën comptait payer la construction de cette usine avec le produit d'un emprunt qu'il aurait contracté en Angleterre, mais le gouvernement britannique aurait interdit à la banque qui devait se charger de l'opération de l'effectuer tant que l'Etat français n'aurait pas réglé sa dette de guerre.

***

La mort d'un haut fonctionnaire.

M. Robert Pinot, qui remplissait, depuis vingt ans et plus, le rôle de Directeur du Comité des Forges est mort. Il était le type le plus représentatif d'une espèce apparue depuis peu dans la faune des serviteurs du grand Capital, celle chargée de l'organisation de la défense collective patronale à l'égard des revendications de la classe ouvrière.

On a maintenant coutume de dire : il faut prendre telle ou telle forme d'organisation afin de répondre à telle ou telle forme d'organisation patronale; il y a vingt ans, lorsque le besoin des Pinot commença à se faire sentir pour le patronat, il n'en était point ainsi, la classe ouvrière française, alors en pleine vitalité, avait l'initiative dans le domaine de l'organisation comme dans celui de l'action; c'était le patronat qui était obligé de la copier, et non elle de copier le patronat.

Aussi est-ce pour répondre à la constitution de la C. G. T., pour tenter de parer à l'offensive du syndicalisme révolutionnaire des années 1900 que le patronat français pour la première fois organisa au début de ce siècle sa défense collective. Ce fut Pinot qui fut chargé de cette organisation dans la métallurgie; ce fut lui qui réussit le mieux : l'organisation de défense du patronat métallurgique est de beaucoup la plus complète. Les deux armes principales que Pinot forgea furent : l'assurance en cas de grève et les listes noires. Les patrons de la métallurgie reçoivent un secours financier lorsque leurs établissements sont touchés par une grève. D'autre part chaque patron doit signaler au « centre » ceux de ses ouvriers qui se font remarquer par leur activité syndicale ou par leur énergie revendicatrice, leurs noms sont communiqués à tous les patrons, et ceux-ci doivent obligatoirement les refuser à l'embauche. C'est là une violation formelle de l'article 416 du Code pénal qui punit de six jours à trois mois de prison « tous ouvriers, *patrons* et entrepreneurs qui à l'aide d'amendes, défenses, *proscriptions*, interdictions prononcées *par suite d'un plan concerté* auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du *travail* ». Mais naturellement, ni M. Pinot, ni ceux pour le compte de qui il travaillait, les Schneider et les de Wendel, n'ont fait le moindre jour de prison; le mot « patron » ne figure jamais dans le Code pénal que pour la forme.

Quand la guerre vint, l'organisme collectif que venai ainsi de créer le patronat métallurgique était tout désigné pour assurer collectivement le pillage des finances de l'Etat et assurer la répartition équitable du butin entre les divers participants : M. Pinot fut donc chargé de la direction du ministère des Munitions..., sous le nom d'Albert Thomas.

A l'armistice, lorsque affolée par les prodromes de révolution qui se manifestaient partout, aussi bien en Angleterre, en France, en Italie qu'en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, la bourgeoisie française sentit qu'il lui fallait jeter du lest qu'il fallait faire quelque chose pour tenter de prolonger l'« union sacrée », M. Pinot fut chargé de parachever son œuvre de défense patronale en la portant sur le nouveau terrain: il fut désigné comme chef de la délégation patronale au Bureau International du Travail; l'œuvre de duperie venait ainsi compléter l'œuvre de violence; l'organisateur des listes noires faisait le vis-à-vis à Jouhaux dans la comédie de Genève.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

Restriction concertée dans la production du coton.

Dans une société donnée, la classe dominante, enseigne le *Manifeste Communiste*, soumet la société tout entière à son propre mode d'appropriation. C'est en vertu d'une loi analogue que nous voyons les monopoles, forme dominante de l'Economie capitaliste actuelle, faire pénétrer leurs propres caractères dans les branches de production qui ne sont pas encore monopolisées. L'agriculture n'est pas encore jusqu'à présent du domaine du monopole; il n'y a pas encore de trust de la Terre; néanmoins le trait essentiel du monopole, la restriction concertée de la production afin de faire hausser les prix, pénètre dans la production agricole.

Il y a trois ans, ce fut la culture du caoutchouc qui fut soumise, par la volonté du gouvernement anglais, à un régime de restriction; cette année c'est la culture du coton.

Jusqu'à il y a deux ans, par suite de la production déficitaire américaine, déficit dû aux ravages d'un insecte, le bob-vheelil, les prix du coton s'étaient tenus très haut, mais la dernière récolte ayant, malgré le bob-vheelil, été bonne, le prix du coton américain qui était de 30 dollars en moyenne pendant la campagne 23-24, tomba à 23 dollars au début de 25, et est maintenant de 20 dollars. Pour faire remonter les prix, le gouvernement égyptien a décrété que les cultivateurs ne pourraient, cette année, ensemencer en coton que 80 0/0 de la surface qu'ils avaient ensemencée l'an dernier, et en Amérique l'Association des Producteurs de Coton a donné comme mot d'ordre à tous ses adhérents de réduire leurs ensemencements aux trois quarts de la surface de l'an dernier.

Dans quelques mois, nous serons fixés sur le succès rencontré par ce procédé de monopole dans un domaine qui est encore celui où fleurissent par excellence la petite et moyenne productions.

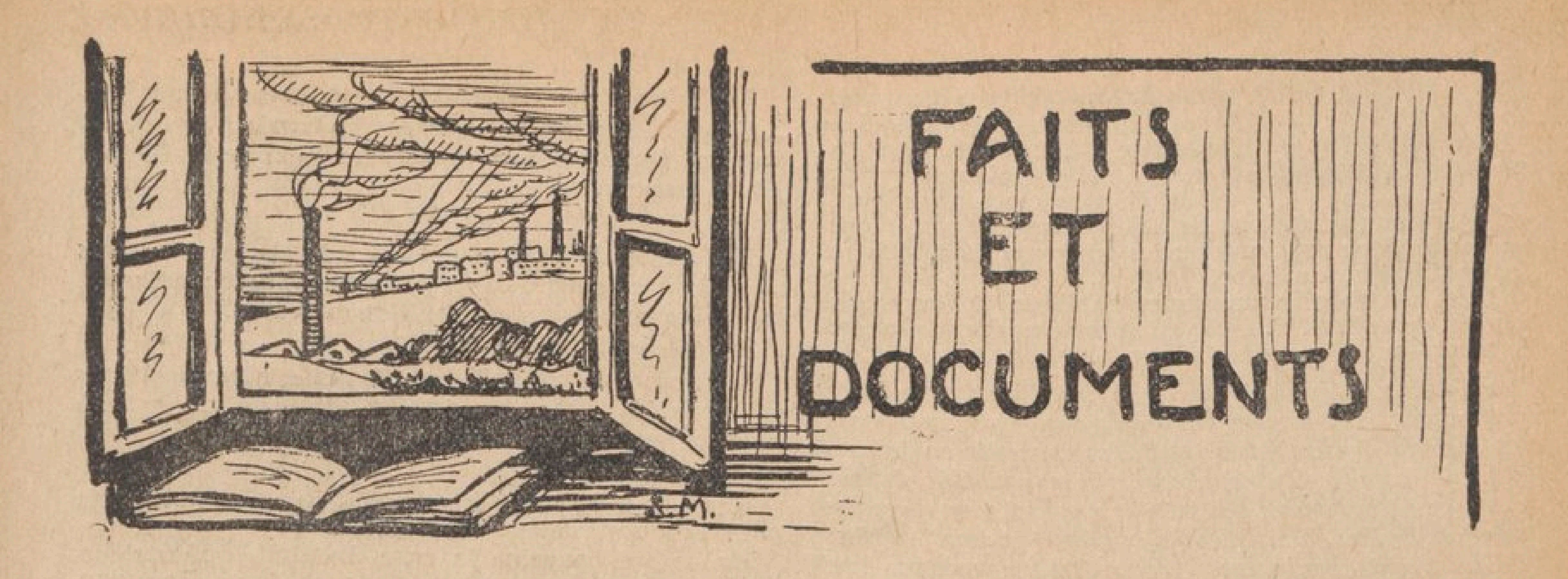
R. Louzon.

SOPHISME RÉFORMISTE

Ceux qui confondent démagogie avec révolution ont coutume de dire que si le bourgeois est obligé de supporter une charge supplémentaire, ce sera en définitive l'ouvrier qui devra la payer. Rien de plus foncièrement réformiste.

Prétendre que le patron doit obligatoirement récupérer sur l'ouvrier ce qu'il doit payer en plus, c'est admettre que précédemment le patron n'exploitait pas l'ouvrier au maximum, c'est admettre que lorsque le patron a de faibles charges, lorsqu'il peut réaliser de gros bénéfices, il en fait profiter ses ouvriers. Or, chaque révolutionnaire sait que cela n'est pas; le degré de l'exploitation de l'ouvrier, le taux de son salaire est uniquement déterminé par la force relative du patronat et de la classe ouvrière, et non par le montant des bénéfices ou des charges du patronat.

En prétendant le contraire, en prétendant que l'exploitation de l'ouvrier varie avec les charges du patronat, on justifie ainsi, qu'on le veuille ou non, la collaboration des classes, on justifie l'union entre l'ouvrier et le patron pour la défense des intérêts du patron, puisque, si ceux-ci sont atteints, ceux de l'ouvrier, par répercussion, le seront; dans le cas particulier où il s'agit de charges qui seraient imposées à la bourgeoisie nationale par une bourgeoisie étrangère, on justifie également par là la solidarité nationale entre le prolétariat et la bourgeoisie, on rétablit la nécessité du patriotisme. — R. L.



LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er FÉVRIER. — Répression : Marty, Courtois et Bellenger sont condamnés par la 11e Chambre.

Genève : Comité de l'Internationale Minière (Amsterdam).

MARDI 2. — Grève des pêcheurs et des sardinières de Douarnenez.

Angleterre : Deux sections sont exclues du Labour-Party.

MERCREDI 3. — Les grévistes de Douarnenez obtiennent satisfaction.

— André Nin est condamné à 1 mois de prison par la 11e Chambre correctionnelle.

— 2.000 grévistes à Trélazé.

JEUDI 4. — *Syrie :* Le Haut-Commissaire français repousse l'ouverture de pourparlers avec les Druses.

SAMEDI 6. — Le rayon communiste de Périgueux prononce l'exclusion de Marcel Delagrange.

DIMANCHE 7. — Meetings et manifestations de fonctionnaires à Bordeaux, Chartres, Dunkerque, Châlons-sur-Marne, Metz.

LUNDI 8. — 3.000 cheminots des Batignolles manifestent dans les rues du 17e arrondissement.

— Grève victorieuse chez Citroën à Saint-Ouen.

— L'Allemagne demande son admission dans la Société des Nations.

Tchécoslovaquie : Echange des actes de reconnaissance de l'U. R. S. S.

MARDI 9. — Les cheminots alsaciens-lorrains décident de se préparer à la grève générale.

— Echec des ardoisiers de Trélazé.

Allemagne : Au Reichstag, Stresemann répond à Mussolini.

JEUDI 11. — Manifestation d'instituteurs au ministère de l'Instruction publique.

VENDREDI 12. — La C. G. T. U. lance une « souscription nationale » pour les grèves.

— Meeting des cheminots parisiens pour les 7.000.

— Congrès Intersyndical des Services publics parisiens.

Turquie : Ratification du traité avec l'U. R. S. S.

Etats-Unis : Fin de la grève des mineurs d'anthracite.

SAMEDI 13. — Arrivée à Paris d'une partie de la délégation soviétique chargée des négociations avec le gouvernement français.

DIMANCHE 14. — Meetings et manifestations de fonctionnaires à Rouen et Clermont-Ferrand.

— Tardieu est élu député à Belfort.

LUNDI 15. — Défaite des métallurgistes d'Angers.

— La 11e Chambre acquitte Menjuc de la « Cootypographie ».

MARDI 16. — Les projets financiers Briand-Doumer sont votés en partie par la Chambre.

U. R. S. S. : Exécutif élargi de l'Internationale Communiste.

MERCREDI 17. — Aux Sociétés Savantes, meeting des dames employées des P. T. T. confédérés pour l'égalité de traitement.

Italie : La Commission de la Société des Nations commence l'examen du rapport français sur la guerre de Syrie.

VENDREDI 19. — Le gouvernement crée deux nouvelles Commissions pour examiner la question du traitement des fonctionnaires.

— Conseil National des Cheminots Unitaires.

SAMEDI 20. — Mort de Durand.

DIMANCHE 21. — Manifestation de fonctionnaires à Melun.

MARDI 23. — Au Havre, obsèques de Durand.

MERCREDI 24. — Mort de M. Robert Pinot, vice-président du Comité des Forges.

JEUDI 25. — Séance d'ouverture de la Conférence franco-soviétique. Discours de Briand, de Monzie et Rakovsky.

— Lock-out de 1.500 métallurgistes des usines Donet-Zédel.

— Suicide de Robert, secrétaire de la Fédération confédérée des travailleurs de l'Etat.

VENDREDI 26. — Conseil national de la Fédération unitaire des Services Publics.

— A Paris, meetings revendicatifs des employés et ouvriers des Services publics, des métallurgistes et des cheminots.

SAMEDI 27. — Le Sénat vote la taxe sur les paiements.

— A Paris, deux saisies pour paiement de l'impôt sur les salaires ne peuvent être pratiquées.

— Comité national confédéré des Moyens de Transports.

DIMANCHE 28. — Elections : Les deux candidats du Cartel des Gauches sont élus dans la Marne à l'élection législative complémentaire. — Le « communiste » Louis Gélis est élu conseiller municipal de Paris.

La C. G. T. et la crise financière. Les dirigeants de la C. G. T. Lafayette ont une grande idée financière : la stabilisation du franc. Il s'agit moins pour eux de lutter sans cesse pour arracher des augmentations de salaires que de voter des ordres du jour pour amener les gouvernants à réaliser la stabilisation du franc.

Dans son dernier manifeste, publié le 19 février, le bureau de la C. G. T. Lafayette écarte de façon absolue le salaire-or, « dangereux mirage » :

Précisons, puisqu'on essaie de créer à cet égard des confusions, qu'il ne peut pas s'agir de prendre pour base les salaires d'avant-guerre et de les convertir en francs-papier. Les organisations confédérées ont déjà déclaré que les rémunérations de 1914 ne peuvent plus répondre aux conditions nouvelles d'existence parce qu'elles étaient trop basses, et aussi parce qu'il ne peut pas être question pour nous de renoncer à des améliorations nouvelles. *Mais, de plus, il faut bien se rendre compte que les salaires d'avant-guerre ne correspondent plus aux prix actuels. Un calcul, vérifié par toutes les expériences acquises, montre qu'en réalité ils entraîneraient une réduction d'à peu près un tiers des ressources réelles dont dispose le travailleur.*

Quant à l'échelle mobile, il faudra, « de toute nécessité » recourir à ce système pour garantir le salarié contre les fluctuations du coût de la vie. Cependant :

Nos camarades doivent toutefois bien se pénétrer du fait que l'échelle mobile ne peut pas être une garantie suffisante. Elle vaut pour des périodes de dépréciation relativement lente. Dans les périodes de dépréciation rapide, ses effets sont rapidement détruits. Et puisqu'il faut considérer la possibilité d'une telle crise, on doit se rendre compte qu'il s'agira simplement d'en limiter le plus possible les conséquences désastreuses pour les travailleurs, *sans se laisser aller à l'illusion que la stabilité du salaire réel pourra être acquise par ce moyen.*

En d'autres termes, la crise qui doit être envisagée par le seul fait qu'elle demeure possible, contraindra les organisations de recourir à ce système. Mais il faut encore faire tout l'effort possible pour éviter d'y avoir recours.

Ecartant le salaire-or, ne recommandant pas l'échelle mobile, quels moyens offre donc la C. G. T. Lafayette aux travailleurs soucieux de défendre leurs intérêts ? Elle tente de les entraîner une fois de plus dans les chemins de l'intérêt général :

Qu'on ne se laisse pas arrêter par les dissertations théoriques qui prouvent peut-être l'ingéniosité des économistes, mais ne résistent pas à l'examen. L'expérience des pays qui ont eu des monnaies fortement dépréciées est là pour montrer la possibilité de cette stabilisation et pour prouver qu'elle peut être réalisée à n'importe quel stade de dépréciation.

Au reste, il ne s'agit pas de dire qu'on stabilisera le franc quand la livre sterling sera à tel ou tel taux ; il faut le stabiliser sans retard, car le taux de la livre ou du dollar n'a rien à faire en la circonstance; quel qu'il soit, les conséquences seront les mêmes.

La stabilisation entraînera forcément une crise économique. « C'est exact », reconnaissent les dirigeants confédérés. Mais il faut choisir, il faut que la classe ouvrière choisisse entre la catastrophe monétaire et la crise de l'activité industrielle, et des prix engendrée par la stabilisation. Les dirigeants confédérés ont déjà choisi, ou, plus exactement, pour eux, il n'y a pas de choix :

La stabilisation du franc entraînera une crise des prix.

Il y aura inévitablement ajustement progressif des prix du marché intérieur à ceux du marché mondial. Mais déjà un certain nombre de denrées et de produits ont atteint la parité des prix mondiaux.

La stabilisation peut entraîner une crise de chômage. *En effet, l'activité actuelle de l'industrie française est précaire.* Quand cessera le coup de fouet de l'inflation, *elle diminuera.*

***

Voilà donc deux perspectives redoutables, mais, encore une fois, inévitables. Elles se produiront plus ou moins tôt, mais elles ne seront pas complètement évitées.

Faut-il reculer devant elles ?

Nous avons dit qu'il n'y a pas de choix. Nous ajouterons qu'une action méthodique peut les atténuer et rendre relativement supportable la période de relèvement.

Quelle action ?

En ce qui concerne la crise des prix, il faudra agir pour le « relèvement des salaires ».

En ce qui concerne la crise d'activité industrielle, il faudra que les deux millions et demi d'ouvriers étrangers fichent le camp...

Mais, et c'est la conclusion du long manifeste du bureau de la C. G. T., avant tout, il faut que les travailleurs réclament la stabilisation. C'est-à-dire il faut que les travailleurs s'abandonnent au mirage le plus dangereux. Car la stabilisation se fera forcément sur leur dos.

***

La faillite du B. I. T.... ... par Albert Thomas. Albert Thomas a fait, à Paris, le 20 février, une conférence sur « La France et la ratification des conventions internationales du Travail ». Savez-vous quelles conventions sont déjà ratifiées par la France du Bloc des Gauches ? Elles sont au nombre de quatre :

1° La convention sur le travail de nuit des femmes ;

2° La convention sur le travail de nuit des enfants;

3° La convention sur le chômage;

4° La convention portant interdiction de l'emploi de la céruse.

C'est tout. C'est bien maigre, et Albert Thomas a dû en faire la confession publique :

Ce sont des résultats utiles, mais qui sont loin encore d'être satisfaisants. L'affaire chemine, trop lentement encore, toutefois. Il s'en faut de beaucoup que la France tienne la première place dans ce palmarès. Une remarque générale peut être faite : c'est que les pays qui ont procédé aux ratifications les plus nombreuses sont les pays nouveaux; ayant à se donner toute leur législation sociale, ils l'ont naturellement empruntée aux conventions internationales.

La France reste donc « à la traîne », situation assez pénible pour le Français qui, à la tête du B. I. T., sent les sympathies qui se dirigent de l'étranger pour notre pays, ayant, suivant le mot de M. Herriot, retrouvé son véritable visage. Les résultats obtenus sont encore décevants. Un gros travail s'impose pour les compléter.

***

Une réunion du Bureau d'Amsterdam. Le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, réuni vers le 10 février, s'est occupé de répondre à une lettre des Trade-Unions lui demandant, à nouveau, d'accepter une conférence, sans conditions, avec les syndicats russes. Il a voté la résolution ci-après :

Le Bureau... estime qu'il n'a pas le pouvoir de modifier les décisions du Conseil général ;

Décide de soumettre la demande des Trade-Unions britanniques à la plus prochaine séance du Conseil général de la F. S. I.

Saisi d'une demande identique des syndicats russes, il a répondu :

Le Bureau de la F. S. I., prenant connaissance de la

lettre datée du 6 janvier 1926, par laquelle le Conseil général des syndicats panrusses nous fait savoir :

1° Qu'il a reçu notification de la décision prise par le Conseil général de la F. S. I. en sa réunion des 4 et 5 décembre 1925 ;

2° Qu'il maintient ses propositions soumises à la F. S. I. par ses lettres du 29 janvier et du 19 mai 1925 ;

3° Qu'il déclare vouloir continuer son action pour la constitution d'une unique internationale syndicale ;

Le bureau de la F. S. I. constate donc que le Conseil général des syndicats panrusses ne répond pas favorablement à l'invitation qui lui est faite, de s'affilier à la F. S. I. ;

Décide devant cette réponse négative de soumettre la décision des syndicats panrusses à la plus prochaine séance du Conseil général de la F. S. I.

D'autre part, il a été décidé qu'une conférence aurait lieu avec les représentants de la Fédération Américaine du Travail, lors de la venue de ceux-ci en Europe. D'où traitement privilégié pour l' « American Federation », puisqu'on lui accorde ce qu'on refuse aux Russes.

D'après le communiqué, certains points de désaccord avec les Américains, sont en voie de disparition.

Le Congrès de la Fédération Syndicale Internationale aura lieu à Paris, du 15 au 20 août 1927.

***

Une critique du système Taylor. Dans la revue *Science et Industrie* le docteur Faillie se livre à une solide critique du système Taylor; en voici le passage principal :

Il n'est pas venu à l'esprit de Taylor de faire la moindre recherche sur l'état de fatigue de son sujet (de le peser, par exemple, avant et après le travail), se montrant ainsi inférieur au laboureur, au charretier qui, eux, redoutent le forçage de leurs animaux. Il n'est pas un ingénieur, un mécanicien qui ne cherche pas à réaliser, pour un rendement maximum de sa machine, le minimum d'usure et de fatigue.

Or le professeur Lee, physiologiste de haute valeur, chargé d'une enquête, n'hésite pas à écrire dans un de ses rapports :

« Dans les usines américaines, en général, on rencontre, très rarement des vieillards, hommes ou femmes ; 45 ans paraît être l'âge de retraite des ouvriers. »

Devant un tel résultat, obtenu dans des usines soi-disant organisées scientifiquement suivant la méthode Taylor, devant une usure si prématurée de la machine humaine, ne doit-on pas être douloureusement surpris et chercher à réagir de toutes ses forces contre des méthodes qui permettent une telle injustice sociale ! En outre il existe une différence importante entre le moteur mécanique et la machine humaine, celle-ci possédant un système nerveux qui va lui permettre de résister jusqu'à un certain point à ce travail excessif. L'organisme humain est ainsi fait que, dès qu'il dépasse le régime qui lui est favorable, il se défend. Cette défense se manifeste par l'apparition d'une série de phénomènes que nous réunissons sous le nom de fatigue. Si on accélère d'une façon continue la vitesse d'un travail, — la fatigue augmentant dans des conditions beaucoup plus grandes que le rendement — on assiste alors à une diminution de celui-ci. Il tombe à un taux très inférieur à celui qu'on aurait obtenu si l'on avait travaillé dans des conditions où les lois physiologiques auraient été respectées. D'ailleurs, pour la machine humaine, comme pour toute autre machine, il existe deux fatigues : l'une, facilement réparable, reste due à l'épuisement des réserves de combustible, l'autre, beaucoup plus grave peut être comparée à l'usure des pièces d'un moteur. C'est cette dernière fatigue qui doit être évitée à tout prix. Or, l'usure de l'organisme croît en proportion géométrique, tandis que le travail croît en progression arithmétique.

A côté du chronométrage, le système Taylor préconise la suppression des mouvements inutiles. Cette suppression paraît, à première vue, justifiée, et cependant il est des mouvements inutiles au travail qui sont nécessaires à l'organisme.

Le moteur humain est un moteur alternatif qui passe par des phases d'efforts devant toujours être suivies de temps de repos, pour permettre l'évacuation des déchets de combustion des muscles et la reconstitution des réserves. Il n'est pas un organe de notre corps qui ne soit soumis à cette loi. Prenons par exemple, le cœur, moteur merveilleux s'il en est ; nous constatons que ses temps d'activité et de repos sont exactement dosés de manière à ce que le temps de contraction — de travail par conséquent — dure deux fois moins que le temps de repos. Donc, en 24 heures, le cœur travaille 8 heures et se repose 16 heures, ce qui nous amène à dire, qu'heureusement pour nous, le cœur appliquait « sans dérogations » la loi de 8 heures, bien avant qu'elle ne fût votée par le Parlement. Ceci pour bien montrer qu'il peut être nuisible de supprimer tous les mouvements irrationnels et complexes : actes du maçon qui se baisse pour prendre la chaux, la pierre et la brique ; choc préliminaire du marteau du forgeron sur l'enclume avant de faire l'effort sur la pièce à forger.

***

Les entretiens de Valois et Delagrange. Georges Valois a raconté dans trois articles du *Nouveau Siècle* (16, 17, 18 fév.), les deux entretiens qu'il a eus avec Delagrange. Le récit d'une réunion à Périgueux, en octobre 1924, où Delagrange lui opposa la contradiction est sans grand intérêt. Donnons aujourd'hui le premier entretien privé :

C'est le 3 décembre 1924, à 9 heures du soir, qu'a lieu l'entretien entre Marcel Delagrange et moi.

Deux personnes appartenant au Parti communiste accompagnent M. Delagrange jusqu'à la place du Panthéon, où j'habite.

*Et deux personnes, désignées par l'*Action française*, s'installent au rez-de-chaussée de l'immeuble occupé par la Librairie Nationale et par ma famille.*

De part et d'autre, on se tient sur la réserve, avec une forte nuance de défiance.

Il faut se rappeler que, à cette époque, il n'est bruit que de la révolution communiste qui doit éclater à Noël.

A l'heure dite exactement, M. Delagrange sonne chez moi.

Je dois dire que je revis avec plaisir le maire communiste de Périgueux, qui est un des plus résolus militants de son parti. C'est un homme de chez nous, un homme de la terre, chez qui l'on sent une volonté inflexible ; qui n'a aucune férocité, mais qui sera inaccessible à la faiblesse. Il a été paysan, puis cheminot. Révoqué, il a fait le voyage de Moscou. Il a vu Lénine. Il croit au communisme comme d'autres au progrès du monde. En dehors de cela, un réaliste, qui sait qu'un épi de blé n'est qu'un épi. Pourquoi est-il communiste ? Par amour des siens, des ouvriers et des paysans.

Je savais cela. J'en ai confirmation, et je suis confirmé dans une sympathie qui était née dès notre première rencontre au théâtre de Périgueux.

Nous nous installons dans mon cabinet de travail, bien isolés des indiscrets. Café, cigarettes. Et l'entretien commence.

« Nous sommes prêts à nous tuer l'un l'autre, sans haine. Mais n'avons-nous pas mieux à faire ? »

— Monsieur, dis-je à Delagrange, nous sommes à la veille d'une émeute organisée par vos amis. On le dit. Demain, nous nous tuerons peut-être l'un l'autre. Nous n'avons l'un pour l'autre aucune haine personnelle : mais vous n'hésiterez pas, et je n'hésiterai pas. D'accord ?

— D'accord.

— Je crois pouvoir vous dire que toute tentative

d'émeute communiste est vouée à l'échec certain. Elle peut faire du dégât. Mais la réaction du pays, qui repousse le communisme, sera d'une rapidité et d'une violence dont vous n'avez pas idée. Vous serez battus...

Protestations très vives de Delagrange.

— ...Vous serez battus parce que vous coalisez contre vous une masse de combattants qui savent se battre, — et qui dès maintenant sont prêts au choc.

Nouvelles protestations de Delagrange.

— ...Supposons, par courtoisie, que nous, patriotes français, nous soyons battus. Examinons les suites. Dans une hypothèse comme dans l'autre, toute une élite st fauchée. Des haines formidables se forment pour plusieurs générations. Désastre. Et si vous, communistes, triomphez, c'est la grande catastrophe. Tout cela me paraît proprement idiot, et ne vous mène à rien, car je vous fais observer que, en Russie, le communisme a abouti à l'échec total absolu.

Protestations de Delagrange qui me démontre que, en Russie, le Parti ne fait que préparer les voies au véritable communisme économique qui sera établi plus tard.

Je lui oppose que les expériences économiques du communisme ont échoué misérablement :

« Ainsi, disais-je à M. Delagrange, si vous réussissez, c'est pour mourir dans une faillite effroyable ; et si vous échouez, vous renouvelez l'état d'esprit antiouvrier qui a fait tant de mal à la France après la Commune. Si nous cherchions autre chose et si nous faisions l'économie d'une émeute ? Surtout si nous nous trouvons devant une agitation qui donnerait au gouvernement la possibilité d'un joli petit massacre de patrio'es et de communis'es? »

Ainsi engagée, la conversation dura quatre heures.

M. Delagrange me décrivit les beautés du régime communiste en Russie, où les ouvriers et les paysans étaient enfin les maîtres du gouvernement ; — où l'instruction pénétrait au village ; — où l'on supportait la famine par amour pour la Révolution, comme des soldats qui souffrent de la faim par dévouement à la patrie.

Il exprimait une foi entière, rude et franche, dans les vertus du communisme, seul régime rationnel de la production.

Sur ce point, nous arrivions parfois à nous rencontrer. Je lui montrais comment le communisme et le fascisme abordent le même problème : la création de l'Etat moderne, l'organisation rationnelle de la production et des échanges.

Mais le communisme conduit l'expérience en supprimant la propriété, les patrons, et en faisant de l'Etat le seul propriétaire et le seul patron, — et il échoue.

Le fascisme donne une discipline nationale aux classes, aux intérêts, à la propriété, au patronat. Il s'appuie largement sur les ouvriers et les paysans. Et il réussit. Au moins jusqu'ici. Et, tout de même, les premières expériences permettent de fonder de grandes espérances.

— Mais, m'opposait Delagrange, le fascisme, c'est la bourgeoisie, et la grande bourgeoisie ! C'est l'écrasement de la classe ouvrière !

— Allons, regardez donc l'Italie, les grands appuis du fascisme sont dans le monde ouvrier et paysan.

Nous eûmes une longue discussion sur le rôle des classes ouvrières dans l'économie moderne. Je dois dire que, au cours de ce débat, une sympathie incontestable naissait entre nous.

Vers minuit, nous devions la constater, non sans revenir à notre opposition du début, en nous disant l'un à l'autre :

— Alors, nous essayerons de nous tuer ?

— Si l'intérêt du prolétariat l'exige, soyez-en sûr !

— Si l'intérêt de la patrie le veut, nous ne vous manquerons pas !

— Mais avouez que ce sera stupide !

— Ah ! il est stupide que nous soyons séparés par une idéologie !

Aux environs d'une heure du matin, Delagrange me dit :

— Voyez-vous, il se fera, le fascisme ; il ira de Paul Faure à Millerand et il se fera contre vous et contre nous.

— Mais, lui dis-je, si nous le faisions ensemble, vous et nous, je veux dire : les hommes comme vous et moi, qui voulons également le salut des classes ouvrières ?

Delagrange demeura silencieux ; puis :

— Cela n'est pas possible, dit-il, vous êtes nationaliste, et le prolétaire est internationaliste.

— Et si nous rendons sa patrie à l'ouvrier français ?

— Le monde ouvrier est contre vous.

Je rappelai à Delagrange que le communisme était partout en échec. Je lui demandai de montrer à ses amis que toute tentative communiste était vouée à une catastrophe sanglante et que le moment était venu de procéder à une revision sérieuse des thèses communistes, et qu'il serait fou de tomber dans le jeu gouvernemental.

— Voulez-vous que je fasse part de notre conversation au Parti ^ommuniste ? me proposa enfin Delagrange.

— Au Parti ? Non. Aux hommes du Parti, oui.

— A Sémard ?

— Parfaitement. Comme j'en parlerai à Maurras.

La nuit était très avancée lorsque nous nous séparâmes.

Sur le seuil de la porte, devant la place du Panthéon déserte, je dis à Delagrange :

— Ce serait une belle chose si nous faisions de Périgueux la ville d'où partirait une nouvelle doctrine ouvrière, que forgeraient des hommes comme vous et moi. Votre Mecque rouge, nous en ferions la Fiume du mouvement ouvrier national.

Delagrange répondit par un geste qui ne barrait pas l'avenir.

*Le lendemain, un double récit de l'entretien était fait par nous, l'un par Delagrange à Sémard, qui le transmettait au délégué de la IIIe Internationale, qui le transmettait à Moscou — et l'autre par moi-même, à Charles Maurras, 14, rue de Rome, au siège de l'*Action française.

:-: ENTRE NOUS :-:

Finidori entre au « Noyau ».

La Cour de cassation, docile aux ordres du gouvernement, a rejeté l'appel de Finidori. Il est donc banni, non seulement de Tunisie, mais de tout le territoire français.

Avant de quitter la prison de Barberousse et prendre la route de l'exil, il nous a demandé deux choses : 1° de publier dans la *R. P.* la « Lettre aux camarades algériens », dont il avait sollicité la publication dans la *Lutte Sociale*, d'Alger, ce qui ne lui a pas été accordé; 2° de l'admettre, « si nous l'en jugions digne », dans le « noyau » de la *Révolution Prolétarienne*.

Nous publions dans ce numéro la « Lettre aux camarades algériens » et nous sommes heureux et quelque peu fiers d'accueillir Finidori au sein du « noyau ». Nous n'avons qu'un regret, c'est qu'il ne puisse participer que de loin à notre travail de redressement révolutionnaire. Mais de loin, il y participera. Quant à nous, nous continuerons nos efforts pour qu'un jour prochain reviennent en Tunisie les militants bannis et pour que revive la C. G. T. Tunisienne.

Organisons la vente au numéro.

Il nous faut mener de front la chasse aux abonnés, dont le chiffre de 2.000 doit être atteint d'ici la fin de l'année, et l'organisation de la vente au numéro.

Nous publions à la page 2 de la couverture une liste d'une trentaine de kiosques ou libraires où la *R. P.* est en vente; nous voudrions pouvoir la mettre dans une centaine à Paris et en banlieue, ainsi que dans tous les centres ouvriers de province.

A nos amis de faire le nécessaire auprès des libraires et de nous en aviser.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE   Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 491-3-26.